

## TABLE ALPHABÉTIQUE DES AUTEURS

- ABBADIE Luc**, Tribune libre : L'effondrement de la biodiversité, jusqu'où ? 2018/3, p.455
- AGNIEL Guy**, La Nouvelle-Calédonie et l'élaboration du droit international, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives" 2007/S, p. 25
- AGUILA Yann**, Conclusions sur Conseil d'Etat, Assemblée du contentieux, 3 octobre 2008, Commune d'Annecy 2009/1, p. 87
- AGUILA Yann**, L'étendue du contrôle du juge dans les Etats membres : La France, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 99
- AHOULOUMA Fortuné B.**, L'avis de l'autorité environnementale dans le cadre des installations photovoltaïques au sol : simple formalité ou réelle garantie de protection de l'environnement ? 2012/3, p. 441
- ALGE Thomas**, La directive 2004/35 et le principe pollueur payeur, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 75
- ALVES Carlos Manuel**  
Energies renouvelables et droit de l'Union européenne, entre marché (intérieur) et intérêt général 2014/2, p. 263
- ALVES Carlos Manuel**  
Internationalisation du droit pénal de l'environnement et Union européenne : de la responsabilité sociale à la responsabilité pénale ?, in Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ? 2014/S, p. 229
- AMATO Alessandro**, Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières – The Italian Coastal Legislation: a European Paradox 2001/S, p. 277
- d'AMBROSIO Luca**, Avant-propos, in *Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 5
- d'AMBROSIO Luca**, Introduction, in *Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 7
- AMILIEN Caroline**, La conservation conventionnelle des ressources naturelles en Amérique Centrale 1999/1, p. 23
- ANDELA Jacques Joël**, Les implications juridiques du mouvement constitutionnel du 18 janvier 1996 en matière d'environnement au Cameroun 2009/4, p. 421
- ANGELI Guillaume**, Note sous trib. corr. de Lure, 1er octobre 1999 et

CA Besançon, 12 mai 2000	2001/1, p. 76
<b>ANGELI Guillaume</b> , L'action devant le juge pénal des associations de protection de l'environnement	2002/S, p. 71
<b>ARBOUR Jean-Maurice</b> , L'impossible défi canadien : lutter efficacement contre les Changements climatiques, exporter davantage de pétrole, respecter les compétences constitutionnelles des provinces, in « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? »	2017/S, p. 75
<b>ARBOUR Jean-Maurice, LAVALLÉE Sophie, SOHNLE Jochen, TRUDEAU Hélène</b> , Le droit international de l'environnement : 2015-2016 ou les derniers jours fastes avant l'arrivée du cyclope	2017/4, p. 525
<b>ARPEJE</b> , Journée d'étude "Juriste de l'environnement, une formation pour un emploi"	2002/S, p. 95
<b>ARTUS Didier</b> , Conclusions sur Cour administrative d'appel de Nantes, 30 décembre 2005, Association Manche Nature	2006/3, p. 313
<b>ASEEVA Anna</b> , Retour vers le futur : la politique étrangère de l'Union européenne, le commerce international et le développement durable après l'avis 2/15. Note sous CJUE, assemblée plénière, 16 mai 2017, avis 2/2015	2017/4, p. 785
<b>ATTA Kablan Jean-Michel</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Accès à la justice environnementale	2018/4, p. 839
<b>ATTA Kablan Jean-Michel</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Substances chimiques	2018/3, p. 651
<b>ATTARD Jérôme</b> , Le fondement solidariste du concept "environnement - patrimoine commun"	2003/2, p. 161
<b>AUDRAIN-DEMEY Gaëlle</b> La responsabilité de l'élimination des déchets polluants : un propriétaire assiégé : note sous Conseil d'Etat, 24 octobre 2014, n° 361231	2015/3, p. 508
<b>AUDRAIN-DEMEY Gaëlle</b> Le loup : de la protection des troupeaux à la régulation de l'espèce	2016/2, p. 234
<b>AUDRAIN-DEMEY Gaëlle</b> Protection des zones humides et construction d'un village-vacances. Note sous Conseil d'État, 6ème et 5ème chambres réunies, 21 novembre 2018, n° 408175	2019/3, p. 633
<b>AUTISSIER Isabelle</b> Tribune libre : Faire évoluer les règles du maritime en fonction de son impact sur l'environnement	2019/2, p. 227

<b>AZOULAY Loïc</b> , Le Conseil constitutionnel et la chasse (à propos de la décision 2000-434 DC du 20 juillet 2000	2001/3, p. 355
<b>BABADJI Ramdane</b> , L'animal et le droit : à propos de la Déclaration universelle des droits de l'animal	1999/1, p. 9
<b>BACHELOT-NARQUIN Roselyne</b> , Introduction, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 13
<b>BADRE Michel</b> , Evaluation environnementale et préservation de la biodiversité	2011/S, p. 79
<b>BAGHESTANI-PERREY Laurence</b> , La valeur juridique du principe de précaution	2000/S, p. 19
<b>BAILLY Pascale</b> , Conclusions sur Tribunal administratif de Rouen, 2 octobre 2008, Compagnie des Sablières de la Seine	2009/3, p. 331
<b>BAIRD Rachel</b> , World Heritage Listing Marine Sites - A Case Study of the Australian Great Barrier Reef, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 113
<b>BALIAS Georgios</b> , La directive 2015/412/UE : à la recherche d'un équilibre entre diversité et uniformité	2018/1, p. 27
<b>BALLANDRAS-ROZET Christelle</b> , Les principes budgétaires et la biodiversité, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective"	2008/S, p. 81
<b>BALLANDRAS-ROZET Christelle</b> Quelle effectivité pour les référés-environnement ?	2016/2, p. 253
<b>BÄR Stéphani, MAZUREK Anne-Gabrielle</b> , Le droit européen de l'environnement à la lecture du traité d'Amsterdam : modifications et perspectives	1999/3, p. 375
<b>BARRAQUÉ Bernard</b> Les boues rouges de l'usine Péchiney - Alteo de Gardanne : de l'inertie à la toxicité du rejet... et du dossier	2017/2, p. 273
<b>BARRAY Clémence</b> , Conclusions sur Tribunal administratif de Rouen, 3 novembre 2011	2012/3, p. 519
<b>BARTENSTEIN Kristin</b> , Les origines du concept de développement durable	2005/3, p. 289
<b>BAUDU Aurélien</b> , La charte de l'environnement au secours de la fiscalité écologique ?	2008/2, p. 157
<b>BEURAIN Christophe</b> Ville, nature et éco-quartiers : pour quels milieux humains ?, in Les dynamiques urbaines au prisme des sciences humaines	2015/S, p. 21
<b>BECET Jean-Marie</b> , Préface, in "Les 25 ans de la loi Littoral"	2012/S, p. 7

<b>BELIER Sandrine</b> , Note sous TA Strasbourg, 23 janvier 2001, Alsace-Nature c/ CDAF de Kientzheim	2001/2, p. 268
<b>BELIER Sandrine, LEOST Raymond</b> , Note sous TGI Colmar, référé, 6 octobre 2000 Alsace Nature Haut-Rhin	2001/2, p. 255
<b>BERGOT Dominique</b> L'inspection de l'environnement en pratique, <i>in</i> Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?	2014/S, p. 171
<b>BEERENS-BETTEX Simon</b> , Le droit de la montagne face au changement climatique, <i>in</i> « Après l'Accord de Paris, quel droit face au changement climatique ? »	2017/S, p. 187
<b>BERQUE Augustin</b> , La terre et la Terre : une question d'échelle, une question de devoir, <i>in</i> <i>Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie</i>	2018/S, p. 21
<b>BERROS Valérie</b> , Villes et établissements humains viables, <i>in</i> « Rio+20 »	2012/4, p. 675
<b>BERROS Valérie</b> , Migrations et droits de l'homme, <i>in</i> « Rio+20 »	2012/4, p. 677
<b>BERROS Maria Valéria</b> , Principe de non-régression au Panama. Commentaire de Cour suprême, 3ème chambre du contentieux administratif, 23 décembre 2013, Constantino González Rodriguez, Entrada n° 123-12	2014/3, p. 533
<b>BERTRAND Thomas, MARGUIN Julien</b> La notion de participation à l'aune de la protection de l'environnement et de la procédure de débat public	2017/3, p. 457
<b>BETAÏLLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence : CJCE : Aarhus et évaluation des incidences	2010/1, p. 175
<b>BETAÏLLE Julien</b> , La contribution du droit aux effets de la participation du public : de la prise en considération des résultats de la participation	2010/2, p. 197
<b>BETAÏLLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence : CJUE : Responsabilité environnementale	2010/3, p. 573
<b>BETAÏLLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Evaluation environnementale	2010/4, p. 764
<b>BETAÏLLE Julien</b> , La procédure de l'étude d'impact après la loi portant engagement national pour l'environnement : des insuffisances récurrentes	2010/S, p. 241
<b>BETAÏLLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Accès à la justice	2011/3, p. 459

<b>BETAILLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Evaluation des incidences	2011/3, p. 460
<b>BETAILLE Julien</b> , Accès à la justice de l'Union européenne, le comité d'examen du respect des dispositions de la convention d'Aarhus s'imisce dans le dialogue des juges européens : à propos de la décision ACCC/C/2008/32 du 14 avril 2011	2011/4, p. 547
<b>BETAILLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Accès à la justice	2011/4, p. 653
<b>BETAILLE Julien</b> , Accès à la justice de l'Union européenne, le Comité d'examen du respect des dispositions de la Convention d'Aarhus s'imisce dans le dialogue des juges européens : décisions concernant la France, la Slovaquie et le Royaume-Uni	2012/1, p. 99
<b>BETAILLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Accès à la justice	2012/1, p. 203 et 2012/4, p. 735
<b>BETAILLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Evaluation environnementale	2012/2, p. 391 et 2012/4, p. 736
<b>BETAILLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Information environnementale - Evaluation environnementale – Accès à la justice – Natura 2000	2012/3, p. 582
<b>BETAILLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Accès à la justice	2013/3, p. 545
<b>BETAILLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Evaluation environnementale	2013/3, p. 548
<b>BETAILLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Information et consultation du public	2013/1, p. 180
<b>BETAILLE Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Participation du public et accès à la justice	2013/2, p. 374
<b>BETAILLE Julien</b> Répression et effectivité de la norme environnementale, <i>in</i> Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?	2014/S, p. 47
<b>BÉTAILLE Julien</b> La doctrine environmentaliste face à l'exigence de neutralité axiologique : de l'illusion à la réflexivité, <i>in</i> La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 19
<b>BÉTAILLE Julien</b> Autonomie de l'Autorité environnementale en région : le verre à moitié plein. Note sous Conseil d'État, 6 décembre 2017, <i>Association France Nature Environnement</i> , n° 400559	2019/2, p. 399
<b>BETTIN Renaud</b> Les ONG : moteurs de l'avant, actrices de l'après, <i>in</i> « Après l'Accord	

de Paris, quels droits face au changement climatique ? »	2017/S, p. 135
<b>BEN AYED Choukri</b> La mixité sociale dans les politiques urbaines et scolaires : doxa étatique ou objet sociologique, in Les dynamiques urbaines au prisme des sciences humaines	2015/S, p. 67
<b>BILLET Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative – Protection de la nature	1999/1, p. 154
<b>BILLET Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative – Protection des sites et des monuments	1999/2, p. 282
<b>BILLET Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative – Protection de la nature	2000/2, p. 255
<b>BILLET Philippe</b> , La régulation juridique des conflits liés à la gestion des eaux souterraines	2001/3, p. 401
<b>BILLET Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Protection de la nature	2002/2, p. 258
<b>BILLET Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative – Protection de la nature	2003/1, p. 134
<b>BILLET Philippe</b> , Du temps, de la propriété et de quelques autres considérations sur le classement en réserve naturelle. Note sous Conseil d'Etat, 19 mars 2003, Fédération départementale des chasseurs de la Charente-Maritime et Association pour la gestion de la chasse maritime sur le littoral de la Charente-Maritime	2003/4, p. 478
<b>BILLET Philippe</b> , La constitutionnalisation du droit de l'homme à l'environnement. Regard critique sur le projet de loi constitutionnelle relatif à la Charte de l'environnement, in "La charte constitutionnelle en débat"	2003/S, p. 35
<b>BILLET Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative – Protection de la nature	2004/1, p. 97
<b>BILLET Philippe</b> , Le déchet, qualification incertaine des sols pollués. Note sous CJCE 7 septembre 2004, Paul van de Walle et al., aff. C-1/03	2005/3, p. 309
<b>BILLET Philippe</b> , Discours introductif, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 19
<b>BILLET Philippe</b> , La Charte va-t-elle renouveler les principes du droit de l'environnement ou ceux-ci ont-ils disparu, à l'exception d'un seul, le principe de précaution, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 231
<b>BILLET Philippe</b> , Les parcs naturels régionaux au risque des territoires, in "Les parcs naturels régionaux et le droit"	2006/S, p. 11
<b>BILLET Philippe</b> , La place des espaces naturels sensibles dans le droit de la protection des espaces naturels	2006/2, p. 153

**BILLET Philippe,**

Partage des polices et des responsabilités en matière d'élimination des déchets.

Note sous Conseil d'Etat, 11 janvier 2007, Ministre de l'Ecologie et du Développement durable 2007/3, p. 349

**BILLET Philippe,** De l'instabilité géographique du caractère ultime du déchet : Note sous

Cour de cassation, 3ème ch. civ., 5 décembre 2007, Société COVED c/ SA Clinique Ker Yonnec 2008/3, p. 326

**BILLET Philippe,** La place de la biodiversité dans les évaluations environnementales, l'information du public et la participation, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective"

2008/S, p. 57

**BILLET Philippe,** De la loi Grenelle 1 à la loi Grenelle 2

2010/S, p. 19

**BILLET Philippe,** Déchets – Risques industriels – Nanoparticules

2010/S, p. 115

**BILLET Philippe,** L'évaluation environnementale, fondement de la prévention et de la réparation des atteintes à la biodiversité en droit français et communautaire.

Approche critique

2011/S, p. 63

**BILLET Philippe, DUROUSSEAU Michel,** Principes constitutionnels et principes généraux d'attribution des compétences entre l'Etat et les collectivités territoriales dans le domaine de l'environnement, in "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement"

2013/S, p. 17

**BILLET Philippe**

La doctrine dans la jurisprudence européenne. Expériences de droit de l'environnement, in La doctrine en droit de l'environnement

2016/S, p. 327

**BILLET Philippe**

De la source au puits : quelques aspects juridiques de la protection des sols dans le cadre de la lutte contre le changement climatique, in « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ?

2017/S, p. 215

**BLANQUET Marc, GROVE-VALDEYRON Nathalie,** Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières - Zones côtières et droit communautaire

2001/S, p. 53

**BLIN Marie-Claude,** Les directives Oiseaux et Habitats, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"

2009/S, p. 115

**BLIN-FRANCHOMME Marie-Pierre,** Le droit économique au soutien de la protection de l'environnement : les apports de la loi Grenelle 2 à la gouvernance des entreprises et des consommateurs

2010/S, p. 129

**BLIN-FRANCHOMME Marie-Pierre**

Quel rôle pour l'entreprise après l'Accord de Paris ?, in « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? »

2017/S, 119

<b>BOBIN M.</b> , Discours d'ouverture, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 19
<b>BODA Jean-Sébastien</b> Les modalités de renversement de la présomption de causalité posée par la loi Morin pour les victimes d'essais nucléaires	2017/1, p. 37
<b>BODIN-HULLIN François</b> , Conclusions sur Tribunal administratif de Lyon, 13 décembre 2011	2012/3, p. 507
<b>BODIGUEL Luc</b> , Le régime des installations classées en agriculture, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 115
<b>BODIGUEL Luc</b> , Les juridictions britanniques et françaises face aux anti-OGM : au-delà des différences, une communauté d'esprit	2011/2, p. 267
<b>BODIGUEL Luc</b> La politique agricole commune face à la question climatique : l'Accord de Paris change-t-il la donne ?, in « Après l'Accord de Paris, quel droit face au changement climatique ? »	2017/S, p. 171
<b>BOHBOT Corinne</b> , Les battues administratives aux loups mises en échec par la Convention de Berne	1999/3, p. 391
<b>BOILLET Nicolas</b> , La gouvernance du littoral	2012/S, p. 33
<b>BOISSELEAU Didier</b> , Les conflits environnementaux : rôle du tribunal administratif, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 141
<b>BOITEUX Nicolas</b> , Outil de gestion de la bande côtière : les implications juridiques, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 83
<b>BONDIL Frédéric</b> Le parc amazonien de Guyane et l'exploitation des ressources naturelles. Réflexions à la lumière de la première charte du parc	2014/4, p. 615
<b>BONICHOT Jean-Claude</b> , L'article 6 de la directive Habitats et la CJCE, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 127
<b>BONNAUD Laure, LASCOUMES Pierre</b> , Tribune libre : Quelle administration pour le développement durable ?	2015/1, p. 9
<b>BONNEVILLE Philippe</b> , L'envoyage des mines de Moselle : drame écologique et aporie judiciaire, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 177
<b>BONNIN Coralie</b> , Consommation et environnement	2010/4, p. 643

<b>BONNIN DE TOFFOLI Coralie, LAZARIC Nathalie</b> , Consommation durable et sécurité alimentaire	2013/4, p. 625
<b>BONNIN Marie</b> , Prospective juridique sur la connectivité écologique, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective"	2008/S, p. 167
<b>BONNOTTE Christophe, SAUVIAT Agnès</b> , Production de la norme dans les projets urbains et démocratie participative, in Les dynamiques urbaines au prisme des sciences sociales	2015/S, p. 51
<b>BORDEREAUX Laurent, ROCHE Catherine</b> Chronique - Littoral et milieux marins	2017/2, p. 311
<b>BORDEREAUX Laurent, ROCHE Catherine</b> Chronique : Littoral et milieux marins	2018/2, p. 389
<b>BORDEREAUX Laurent, ROCHE Catherine</b> Chronique : Littoral et milieux marins	2019/2, p. 379
<b>BORN Charles-Hubert, MALJEAN-DUBOIS Sandrine</b> , Le droit communautaire de la conservation de la nature devant la CJCE (1999-2001) : jurisprudence récente relative aux directives "Oiseaux" et "Habitats"	2001/4, p. 597
<b>BORN Charles-Hubert</b> , Quelques réflexions sur le système de répartition des compétences en matière d'environnement et d'urbanisme en droit belge, in "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement"	2013/S, p. 205
<b>BORN Charles-Hubert</b> Chronique de droit européen de la biodiversité-2013	2014/4, p. 688
<b>BORN Charles-Hubert</b> Chronique de droit européen de la biodiversité 2014-2015	2016/4, p. 745
<b>BOTHE Michael</b> , Le droit à l'environnement dans la constitution allemande, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 35
<b>BOUGRAIN-DUBOURG Allain</b> Tribune libre : La biodiversité et l'animal, otages de l'indifférence	2016/2, p. 213
<b>BOULAIGUE Yves</b> , Les enjeux des plates-formes multi-exploitants, in Dossier « 40 après... Bilan et perspectives de la loi ICPE »	2018/3, p. 489
<b>BOUIN Frédéric</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Bois et forêts	2000/4, p. 629

<b>BOUIN Frédéric</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Bois et forêts	2001/4, p. 679
<b>BOUIN Frédéric</b> , Les conditions d'ouverture au public dans les espaces naturels	2006/2, p. 163
<b>BOURCIER Danièle</b> , Gouvernance participative et territoires, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 151
<b>BOURG Dominique</b> Tribune libre : Droits et défis écologiques du long terme	2014/3, p. 413
<b>BOURRACHOT François</b> , Conclusions sur CAA Lyon, 27 janvier 2000, Syndicat intercommunal des eaux du Fay (n° 9502346)	2001/1, p. 82
<b>BOURREL Marie</b> , La complaisance du droit face aux trafics illicites transfrontières de déchets dangereux : l'affaire du Probo Koala	2012/1, p. 23
<b>BOURU Michael</b> "Alexandre-Charles Kiss était-il kelsénien ?"; Qualification de la pensée d'Alexandre Kiss ou le paradoxe de la pensée juridique : entre droit et science (pure) du droit, <i>in</i> La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 159
<b>BOY Laurence</b> , Court propos sur l'article de M. Olivier Godard	2000/S, p. 145
<b>BOY Laurence</b> , La place du principe de précaution dans la directive UE du 12 mars 2001 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement	2002/1, p. 5
<b>BOY Laurence</b> , Droit des organismes génétiquement modifiés au Mali et développement durable	2011/4, p. 509
<b>BOY Laurence</b> , Normalisation et certification dans le photovoltaïque : perspectives juridiques	2012/2, p. 305
<b>BOYER Alain</b> , Droit d'opposition à la chasse du propriétaire fondé sur les convictions personnelles, Note sous Conseil d'Etat, 9 novembre 2007, Mme A. et Association pour la protection des animaux sauvages	2009/2, p. 211
<b>BOYER Alain</b> , Dialogue des juges et promotion de la Charte de l'environnement : note sous Conseil d'Etat, 3 octobre 2008, Commune d'Annecy	2009/4, p. 435
<b>BOYER Alain</b> , La légalité du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du Drac amont : note sous Conseil d'Etat, 16 octobre 2009, Association syndicale autorisée du canal de Gap	2010/3, p. 482
<b>BOYER Alain</b> La protection de la plage par le droit de l'environnement	2014/3, p. 435
<b>BRAHIC Elodie</b> , Pourquoi et comment allouer des contrats de conservation de la biodiversité forestière par enchère ?	2011/S, p. 87

**BRAMBILLA Paola**

Les parcs régionaux en Italie, *in* Dossier « Les PNR 1997-2017 » 2018/2, p. 289

**BRAS Hélène**

Présentation contentieuse de la séquence « Éviter, réduire, compenser », *in* Dossier « Éviter, réduire, compenser (ERC) : pour une gestion durable de la biodiversité » 2019/3, p. 549

**BRAUD Xavier**, Les rapports d'activité des associations agréées de protection de l'environnement sont-ils des documents administratifs communicables ? 2000/1, p. 104

**BRAUD Xavier**, Commentaire partiel de la loi n° 2000-597 du 30 juin 2000 relative au référé devant les juridictions administratives. Du sursis à exécution au référé suspension, simple réforme en trompe-l'oeil ou évolution inquiétante ? 2000/4, p. 575

**BRAUD Xavier**, Note sous Conseil d'Etat, 28 février 2001, France-Nature-Environnement 2001/4, p. 651

**BRAUD Xavier**, Note sous Conseil d'Etat 6 avril 2001, Ministre de l'Équipement, des Transports 2002/1, p. 44

**BRAUD Xavier**, Les impacts négatifs du référé-suspension sur la protection de l'environnement 2003/2, p. 193

**BRAUD Xavier**, Les cales d'accès à la mer, objet juridique enfin identifié. Note sous Cour d'appel de Caen, 13 octobre 2003 2004/1, p. 41

**BRAUD Xavier**, Note sous Cour administrative d'appel de Nantes, 5 décembre 2006, Fédération française motonautique et Ass. Jet Club de la Côte d'Opale 2008/3, p. 336

**BRAUD Xavier**, Note sous Conseil d'Etat, Assemblée du contentieux, 3 octobre 2008, Commune d'Annecy 2009/1, p. 108

**BRAUD Xavier**, La réforme de l'agrément du 12 juillet 2011 : des objectifs louables, une occasion manquée ? 2012/1, p. 63

**BRAUD Xavier**

Note sous Cour administrative d'appel de Lyon, 15 mars 2018, *Association sportive motocycliste de Villebret*, n° 16LY00546 2019/1, p. 201

**BRETESCHE Thibault**, Le règlement (UE) n° 1143/2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes du 22 octobre 2014 : un nouvel instrument communautaire au service de la protection de la biodiversité 2015/1, p. 33

**BRETON Jean-Marie**, Urbanisme touristique, littoral et environnement entre fait et droit : enjeux et limites de la démarche normative (le cas de la Guadeloupe) 2003/1, p. 61

**BRETON Jean-Marie**, Eclairages sur des situations spécifiques : l'écotourisme, une préoccupation partagée par les gestionnaires des aires protégées Outre-Mer 2007/4, p. 457

- BRETON Jean-Marie**, Sport, tourisme, environnement et développement local durable (activités récréatives et sportives et protection de l'environnement : le cas du Parc national de la Guadeloupe) 2010/1, p.219
- BRETON Jean-Marie**, La protection du littoral au regard des spécificités du droit du littoral et de sa mise en oeuvre outre-mer : l'exemple de l'urbanisme touristique littoral dans les Antilles françaises 2012/S, p. 185
- BRETON Jean-Marie, BLANCHET Dominique, JEAN-FRANCOIS Flore, NAIM-GESBERT Eric**, Territoires ultramarins et compétences environnementales : les DOM-ROM, *in* "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement" 2013/S, p. 163
- BRETT Raphaël**  
Le traitement contentieux du principe de non-régression du droit de l'environnement par le juge administratif : une application stricte et des incertitudes : note sous Conseil d'État, 8 décembre 2017, Fédération Allier Nature, n° 404391 et Tribunal administratif de La Réunion, 14 décembre 2017, Association citoyenne de Saint Pierre (ACSP) et autres, n° 1401324 2018/3, p. 634
- de BRIANT Vincent**, La coadministration dans le domaine de l'environnement. Un levier Inattendu pour la clarification des compétences, *in* "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement" 2013/S, p. 27
- de BRIANT Vincent**, Collectivités territoriales et environnement en 2013 2014/1, p. 65
- de BRIANT Vincent**, Collectivités territoriales et environnement. Chronique 2014 2015/3, p. 493
- de BRIANT Vincent**  
Collectivités territoriales et environnement - Chronique 2015 2016/3, p. 570
- de BRIANT Vincent**  
Collectivités territoriales et environnement (2016) 2017/3, p. 513
- de BRIANT Vincent**  
Chronique : Collectivités territoriales et environnement (2017) 2018/3, p. 601
- BRIANT de Vincent**  
Chronique : Collectivités territoriales et environnement (2018) 2019/3, p. 583
- BRISEUL Jean-Paul**, Conclusions sur Tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, 14 juin 2006, Comité Rheebeu Nuu et M. Raphaël X. 2007/2, p. 228
- BRISEUL Jean-Paul**, Le juge administratif et le contentieux des installations classées en Nouvelle-Calédonie, *in* "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des

lieux et perspectives"	2007/S, p. 49
<b>BRISEUL Jean-Paul</b> , Conclusions sur Tribunal administratif de Nouvelle-Calédonie, 7 mai 2008, Association Coordination de défense sud, Association Action Biosphère	2009/3, p. 320
<b>BRODHAG Christian</b> , Introduction, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 229
<b>BROSSET Estelle</b> , Le règlement communautaire en matière de produits chimiques : petite explication de texte	2008/1, p. 5
<b>BROSSET Estelle</b> , Droit des biotechnologies (janvier-décembre 2013)	2014/2, p. 297
<b>BROSSET Estelle</b> Droit des biotechnologies (janvier 2014-avril 2015)	2015/3, p. 479
<b>BROSSET Estelle</b> L'adaptation du droit français au droit de l'Union européenne en matière de mise en culture d'OGM : regard depuis le principe de précaution	2016/3, p. 551
<b>BROSSET Estelle</b> Chronique - Droit des biotechnologies (2016)	2017/2, p. 293
<b>BROSSET Estelle</b> Conclusions, in « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? »	2017/S, p. 263
<b>BROSSET Estelle</b> Chronique : Droit des biotechnologies (2018)	2019/3, p. 595
<b>BUCELLA Pia</b> , La coopération entre les juges en Europe et les besoins de formation : propos introductifs, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 139
<b>BURELLI Thomas</b> , Faut-il se réjouir de la conclusion du Protocole de Nagoya ?	2012/1, p. 45
<b>BURELLI Thomas</b> , Les chemins tortueux de la mise en oeuvre de la Convention sur la diversité biologique dans l'outre-mer français	2013/1, p. 31
<b>BURELLI Thomas</b> , L'Union européenne et la mise en oeuvre du Protocole de Nagoya. Faut-il se réjouir de l'adoption du règlement n° 511/2014 ?	2015/3, p. 437
<b>BURELLI Thomas</b> L'affaire <i>Quassia Amara</i> : un cas emblématique de biopiraterie catalyseur de nombreuses évolutions sociales et juridiques	2019/4, p. 677
<b>BURGAT Florence</b>	

Tribune libre : Est-il "loisible de manger chair" ?	2016/3, p. 419
<b>BURNICHON Claire</b> , Conclusions sur TA de Lyon, 12 décembre 2012, Préfet du Rhône	2013/2, p. 271
<b>BUSSON Benoist</b> , Le mauvais procès des recours des associations: faux arguments et vraies menaces	2001/1, p. 59
<b>BUSSON Benoist</b> , Note sous Cour administrative d'appel de Nantes, 30 décembre 2003, Association Manche Nature	2004/3, p. 284
<b>BUSSON Benoist</b> , La loi littoral : les menaces de féodalisation, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 39
<b>BUTLER Tim</b> , An Overview of the National Parks System in England & Wales, in Dossier « Les PNR 1967-2017 »	2018/2, p. 317
<b>CADET Frédéric</b> , De l'utilité publique de la précaution : note sous CE, ass., 12 avril 2013, Association Coordination Interrégionale Stop THT et autres	2013/4, p. 679
<b>CADET Frédéric</b> , Note sous TA de Lyon, 12 décembre 2012, Préfet du Rhône	2013/2, p. 274
<b>CADET Frédéric</b> , L'anguille contre le brochet. A poisson différent, traitement différent ? : Note sous TA de Cergy Pontoise, 27 septembre 2012, Fédération du Val d'Oise pour la pêche et la protection du milieu aquatique	2013/3, p. 455
<b>CALMETTE Jean-François</b> , Le droit de l'environnement : un exemple de conciliation de l'intérêt général et des intérêts particuliers	2008/3, p. 265
<b>CALLON Jean-Éric</b> Les ICPE et leur environnement extérieur : urbanisme et aménagement du territoire, in Dossier « 40 ans après... Bilan et perspectives de la loi ICPE »	2018/3, p. 505
<b>CALVET Coralie, SALLES Jean-Michel</b> Entre intégrité écologique et efficacité économique : analyse d'une politique d'absence de perte nette écologique, in Dossier « Éviter, réduire, compenser (ERC) : pour une gestion durable de la biodiversité »	2019/3, p. 517
<b>CAMPROUX-DUFFRENE Marie-Pierre</b> , La loi du 19 mai 1998 sur la responsabilité du fait des produits défectueux et la protection de l'environnement	1999/2, p. 189
<b>CAMPROUX-DUFFRENE Marie-Pierre</b> , Un statut juridique protecteur de la diversité biologique ; regard de civiliste, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective"	2008/S, p. 33
<b>CAMPROUX-DUFFRENE Marie-Pierre</b> , Le marché d'unités de biodiversité : questions de principe, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective"	2008/S, p. 87

- CAMPROUX-DUFFRENE Marie-Pierre**, La création d'un marché d'unité de biodiversité est-elle possible ?, in Dossier "La traduction du dommage écologique après la décision du TGI de Paris dans l'affaire Erika ou "La nature n'a pas de prix"" 2009/1, p. 69
- CAMPROUX-DUFFRENE Marie-Pierre, CURZYDLO Alexia**, Chronique de droit privé de l'environnement, civil et commercial 2007/1, p. 5
- CAMPROUX-DUFFRENE Marie-Pierre, CURZYDLO Alexia**, Chronique de droit privé de l'environnement, civil et commercial 2009/2, p. 145
- CAMPROUX-DUFFRENE Marie-Pierre, MULLER-CURZYDLO Alexia**, Chronique de droit privé de l'environnement, civil et commercial (2009-2011) 2011/2, p. 365
- CAMPROUX DUFFRENE Marie-Pierre, GUIHAL Dominique**, De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace, et l'environnement sera sauvé ! : Note sous Cass. crim. 25 septembre 2012, SA Total et a. 2013/3, p. 457
- CANIVET Guy**, Vers une dynamique interprétative, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur" 2005/S, p. 9
- CANS Chantal**, La superposition des statuts protecteurs : un atout pour la diversité biologique !, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective" 2008/S, p. 149
- CANS Chantal**, Les 45 ans des réserves naturelles : troisième génération ou dilution ? 2002/4, p. 551
- CANS Chantal**, La protection de la nature dans la loi portant engagement National pour l'environnement, ou comment picorer dans une loi pour reconstruire une génétique des normes 2010/S, p. 95
- CANS Chantal**  
Heurs et malheurs de la codification française du droit de l'environnement : le(s) rôle(s) de la doctrine, in La doctrine en droit de l'environnement 2016/S, p. 80
- CANS Chantal**  
De la difficulté de définir les PNR depuis un demi-siècle, in Dossier « Les PNR 1967-2017 » 2018/2, p. 245
- CARDWELL Michaël**, Les juridictions britanniques et françaises face aux anti-OGM : au-delà des différences, une communauté d'esprit 2011/2, p. 267
- CARIUS Manuel**, La police administrative et les sports de pleine nature 2001/2, p. 173
- CARON Anne**, Conclusions sur Tribunal administratif d'Amiens, 23 avril 2007, Préfet de la Somme 2007/4, p. 479
- CARON Anne**, Conclusions sur Tribunal administratif d'Amiens, 18 décembre 2007, Société d'HLM La Sablière 2009/2, p. 203

<b>CARON Anne</b> , Conclusions sur Tribunal administratif d'Amiens, 12 février 2008, M. Weremme	2009/4, p. 461
<b>CARON Anne</b> , Conclusions sur Tribunal administratif d'Amiens, 6 mai 2008, SARL de l'Esches	2010/1, p. 114
<b>CASADEI-JUNG Marie-Françoise</b> , Le délicat choix des armes, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 89
<b>CASSEREAU Stéphane</b> , Introduction, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 9
<b>CASTILLO DAUDI Mireya</b> La convention internationale de Hong Kong pour le recyclage sûr et écologiquement rationnel des navires du 15 mai 2009 : le texte et le contexte	2014/3, p. 513
<b>CAUDAL Sylvie</b> , Un nouvel obstacle pour l'écotaxe sur l'énergie : Commentaire de l'extrait de la décision du Conseil constitutionnel n° 2000-441 DC du 28 décembre 2000, concernant l'extension de la taxe générale sur les activités polluantes à l'énergie	2001/2, p. 201
<b>CAUDAL Sylvie</b> , La Charte et l'instrument financier et fiscal, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 237
<b>CAUDAL Sylvie</b> , L'outil fiscal dans la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques : des avancées en demi-teinte	2007/3, p. 295
<b>CAUDAL Sylvie</b> , Quelle fiscalité pour la biodiversité ?, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective"	2008/S, p. 69
<b>CAUDAL Sylvie, BILLET Philippe</b> , Propriété publique et protection de la diversité biologique, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective"	2008/S, p. 113
<b>CAUDAL Sylvie</b> Chronique de la fiscalité française de l'environnement en 2013	2014/2, p. 311
<b>CAUDAL Sylvie</b> Chronique de la fiscalité française de l'environnement en 2014	2015/2, p. 329
<b>CAZALET Bertrand</b> , Droit des lagons de Polynésie française	2008/4, p. 391
<b>CHARBONNEAU Simon, DELZANGLES Hubert</b> Dossier LGV : Le droit serait-il instrumentalisé par la politique ? Une analyse engagée de la décision du 11 avril 2018 concernant les lignes Bordeaux-Dax et Bordeaux-Toulouse. Note sous Conseil d'État, 11 avril 2018, <i>Fédération Sepanso Aquitaine et autres</i> , n° 401753	2019/3, p. 422
<b>CHAMPEIL-DESPLATS Véronique</b> , La Charte de l'environnement prend son envol aux deux ailes du Palais-Royal, note sous Conseil Constitutionnel, décision n° 2008-564 DC du 19 juin	

2008, loi n° 2008-595 du 25 juin 2008 relative aux organismes génétiquement modifiés ; Conseil d'Etat, 3 octobre 2008, Commune d'Annecy	2009/2, p. 230
<b>CHEVALIER Emilie</b> , Le 7ème programme d'action pour l'environnement de l'Union européenne "Bien vivre, dans les limites de notre planète" : un modèle européen en quête de légitimité	2015/2, p. 298
<b>CHEVALIER Emilie</b> , Chronique - Droit de l'Union européenne : Pollutions et nuisances	2017/4, p. 727
<b>CHEVALIER Émilie</b> , Chronique : Droit de l'Union européenne - Pollutions et nuisances	2018/4, p. 733
<b>CHIRAC Jacques</b> , Un engagement solennel de la Nation, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 23
<b>CHUPIN Patrick</b> , Conclusions sur TA Rennes, 4 février 1998, SEPNB	1999/1, p. 78
<b>CHUPIN Patrick</b> , Conclusions sur TA Rennes, 24 juin 1998, M.et Mme Dufour et Mme Lassus	1999/1, p. 85
<b>CITORES Antidia</b> , Mer et milieu marin : des eaux entre deux Grenelle	2010/S, p. 81
<b>CLÉMENT Jean-Nicolas</b> , La directive 2004/35 en France, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 73
<b>CLÉMENT Marc</b> La doctrine vue par le juge administratif deux mondes qui s'ignorent, <i>in</i> La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 338
<b>CLÉMENT Marc</b> La jurisprudence administrative en droit de l'environnement, entre technique et acteurs, <i>in</i> « 50 ans de contentieux de l'environnement – L'apport du mouvement associatif »	2019/S, p. 51
<b>CLERC Olivier, DELZANGLES Hubert</b> Commentaire de Cour de Justice de l'Union européenne, 19 décembre 2013, Vent de colère !	2014/3, p. 539
<b>CLIQUET A.</b> , Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières – Coastal Management in Belgium	2001/S, p. 85
<b>COENT Jean-François</b> , Conclusions sur TA Rennes, 15 mars 2001, Association "Agir ensemble pour Combrit-Sainte-Marine"	2001/3, p. 420
<b>COENT Jean-François</b> , Ombres et lumières jurisprudentielles sur la loi littoral et philosophie du juge administratif, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 43
<b>COHENDET Marie-Anne</b> , Les effets de la réforme, in "La Charte constitutionnelle en débat"	2003/S, p. 51
<b>COHENDET Marie-Anne</b> , La Charte et le conseil constitutionnel : point de vue, in "La charte	

constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 107
<b>COHENDET Marie-Anne</b> Le droit répressif, quelles valeurs, quelles frontières ?, <i>in</i> Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?	2014/S, p. 17
<b>COHENDET Marie-Anne</b> La doctrine et la Charte de l'environnement, nos choix et leurs conséquences, <i>in</i> La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 296
<b>COHENDET Marie-Anne, FLEURY Marine,</b> Chronique de droit constitutionnel sur la Charte de l'environnement	2018/4, p. 749
<b>COLIN Fabrice,</b> Discours d'ouverture, <i>in</i> "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 9
<b>COLLIER Robert,</b> Conclusions sur TA Strasbourg, 4 mars 1999, Société Wastec-Strobel GmbH	2000/1, p. 90
<b>COLLIER Robert,</b> Conclusions sur TA Strasbourg, 11 avril 2000, Soc. NV PWN, Ville d'Amsterdam et autres	2000/3, p. 466
<b>COLLIER Robert,</b> Conclusions sur TA Strasbourg, 22 février 2002, Assoc. de défense des intérêts des quartiers centre-est de Strasbourg et autres	2002/2, p. 212
<b>COLLIER Robert,</b> Conclusions sur TA Strasbourg, 18 janvier 2002, Association pour la promotion et la défense du cadre de vie à Bartenheim	2002/3, p. 422
<b>COLLIER Robert,</b> Conclusions sur TA Strasbourg, 16 mai 2003, Association pour la protection de l'environnement de Lingolsheim et environs c/ Préfet du Bas-Rhin	2003/4, p. 467
<b>COLLIER Robert,</b> Conclusions sur Tribunal administratif de Strasbourg, 26 mars 2004, Société Transports Grimaud	2004/3, p. 312
<b>COLLIER Robert,</b> Conclusions sur Tribunal administratif de Strasbourg, 20 mai 2005, Société Onatra SA	2005/4, p. 433
<b>COMBA Danilo,</b> Le régime légal des réserves MAB en France	2011/3, p. 297
<b>COQUET Franck,</b> Conclusions sur TA Orléans, 23 février 1999, GIC de l'Aquitaine (n° 98-1930)	2000/3, p. 445
<b>COQUET Franck,</b> Conclusions sur Tribunal administratif d'Orléans, 24 mai 2005, M. Michel Brulard	2006/1, p. 44
<b>CORNU Marie</b> Propos conclusifs, <i>in</i> Dossier « Les PNR 1967-2017 »	2018/2, p. 329

- CORNU-THENARD Emilie**, La réparation du dommage environnemental : étude comparative de la directive 2004/35/CE du 21 avril 2004 sur la responsabilité environnementale et de l'US Oil Pollution Act 2008/2, p. 175
- CORNU-THENARD Emilie**, La restauration du dommage écologique selon l'US Oil Pollution Act, in Dossier "La traduction du dommage écologique après la décision du TGI de Paris dans l'affaire Erika ou "La nature n'a pas de prix"" 2009/1, p. 27
- COSTA DE OLIVEIRA Carina**, L'économie verte dans le contexte du développement durable et de l'élimination de la pauvreté, in « Rio+20 » 2012/4, p. 627
- COSTA DE OLIVEIRA Carina**, Les aspects processuels et substantiels de la prévention en droit brésilien, in Dossier "Regards thématiques sur le droit comparé de l'environnement" 2015/2, p. 236
- COSTA DE OLIVEIRA Carina**, En droit brésilien : "Des sources aux principes", in Dossier "Regards thématiques sur le droit comparé de l'environnement" 2015/2, p. 220
- COUDOING Nadège**, Le dommage écologique pur et l'article 31 du NCPC 2009/2, p. 165
- COURNIL Christel**, La gestion étatique des permis exclusifs de recherche du "gaz et huile de schiste": sécurité énergétique et impacts environnementaux, à la recherche d'un subtil équilibre ? 2012/3, p. 425
- COURNIL Christel**  
Réflexions sur les méthodes d'une doctrine environnementale à travers l'exemple des tribunaux environnementaux des peuples, *in* La doctrine en droit de l'environnement 2016/S, p. 199
- COURNIL Christel**  
Les convergences des actions climatiques contre l'État. Étude comparée du contentieux national, *in* « Après l'Accord de Paris, quels droits pour le changement climatique ? » 2017/S, p. 245
- COURNIL Christel, TORRE SCHAUB Marta**  
Une justice climatique pour la France. Notes sur l'Avis du Conseil économique, social et environnemental du 27 septembre 2016 2017/3, p. 443
- COURTAIGNE-DESLANDES Coralie**  
La répression pénale des atteintes irréversibles, *in* Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ? 2014/S, p. 61
- COUSILLAS Marcello**, La loi générale de protection de l'environnement de l'Uruguay 2002/2, p. 183
- COUVEINHES-MATSUMOTO Delphine**  
Les peuples autochtones et le droit de propriété : devant la Cour interaméricaine des droits de l'Homme, *in* *Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 55
- CROTTET Brice**, L'ambivalence du Conseil constitutionnel sur la portée du droit de participer

à la prise de décision environnementale : Note sous Conseil constitutionnel, décision n° 2012-282 QPC, 23 novembre 2012, Association France Nature Environnement et autre	2013/2, p. 302
<b>CROZES Amelia</b> , La place de l'anthropocentrisme dans la notion d'« espèce nuisible » : état des lieux et évolutions d'un statut fonctionnel	2018/3, p. 693
<b>CUDENNEC Annie</b> L'Union européenne, acteur de la gestion durable des océans, <i>in</i> Dossier « L'Océan au-delà des juridictions nationales : la dernière frontière ? »	2019/2, p. 255
<b>CUILLANDRE François</b> , Allocution d'ouverture, <i>in</i> "Les 25 ans de la loi Littoral"	2012/S, p. 13
<b>CUNG Annie</b> , Les approches d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques fondées sur les écosystèmes	2011/S, p. 29
<b>CUNG Annie</b> , Questions liées à la diversité biologique durant l'étape d'estimation préliminaire des lignes directrices sur les études d'impact et l'évaluation environnementale stratégique de la Convention sur la diversité biologique	2011/S, p. 35
<b>DAGOT Claire</b> Vers un droit européen à l'eau ? Prémices d'une conciliation entre intérêt général et environnemental	2019/3, p. 565
<b>DALY Erin</b> La doctrine environnementaliste aux États-Unis d'Amérique - Les suites de la <i>Public Trust doctrine</i> développée par le Professeur Joseph L.Sax, <i>in</i> La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 181
<b>DAVID Carine</b> , Le partage de la compétence environnementale en Nouvelle-Calédonie, <i>in</i> "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 33
<b>DAVID Carine</b> , La fixation des "conditions et limites" du droit de participation en matière environnementale en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie	2015/4, p. 617
<b>DAVID Victor</b> , La lente consécration de la nature, sujet de droit : le monde est-il enfin Stone ?	2012/3, p. 469
<b>DAVID Victor</b> La nouvelle vague des droits de la nature. La personnalité juridique reconnue aux fleuves Whanganui, Gange et Yamuna	2017/3, p. 409
<b>DEETJEN Pierre-Antoine</b> , La traduction juridique d'un dommage écologique : le préjudice écologique, <i>in</i> Dossier "La traduction du dommage écologique après la décision du TGI de Paris dans l'affaire Erika ou "La nature n'a pas de prix""	2009/1, p. 39
<b>DEFFIGIER Clothilde</b> , La zone de protection écologique en Méditerranée, un outil efficace	

de lutte contre la pollution par les navires (1ère partie)	2004/2, p. 129
<b>DEFFIGIER Clothilde</b> , La zone de protection écologique en Méditerranée, un outil efficace de lutte contre la pollution par les navires ? (2ème partie)	2004/3, p. 257
<b>DEFFIGIER Clotilde</b> , Droit à l'information et à la protection en matière d'OGM : le rôle des collectivités territoriales	2010/2, p. 393
<b>DEGOMMIER Sébastien</b> , Conclusions sur Cour administrative d'appel de Nantes, 13 octobre 2009, Association Chapelaine des amis du Gesvres et autres	2010/2, p. 280
<b>DEGOMMIER Sébastien</b> , Conclusions sur Cour administrative d'appel de Nantes, 31 décembre 2009, Mme Scoarnec	2011/1, p. 130
<b>DEGUERGUE Maryse</b> , La responsabilité administrative et le principe de précaution	2000/S, p. 105
<b>DEJEANT-PONS Maguelonne</b> La Convention européenne du paysage du Conseil de l'Europe : pour une approche paysagère de la gestion durable de la biodiversité, <i>in</i> Dossier « Éviter, réduire, compenser (ERC) : pour une gestion durable de la biodiversité »	2019/3, p. 505
<b>DEHARBE David</b> , Les apports de la nouvelle directive-cadre relative aux déchets en droit français de l'environnement industriel	2010/1, p. 7
<b>DEHARBE David</b> Réflexions, sans fétichisme ni désenchantement sur la police des ICPE 40 ans après la loi du 19 juillet 1976	2016/4, p. 665
<b>DELANNOI Gil</b> , Sagesse, prudence et précaution	2000/S, p. 11
<b>de LASSUS SAINT-GENIES Géraud</b> À la recherche d'un droit transnational des changements climatiques, <i>in</i> Dossier COP 21	2016/1, p. 80
<b>de LASSUS SAINT-GENIES Géraud</b> Quel droit pour l'interconnexion des marchés du carbone ? Un regard sur l'expérience Québec-Californie, <i>in</i> « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? »	2017/S, p. 157
<b>DELFOUR-SAMAMA Odile</b> La pêche profonde en mer, un défi pour une pêche durable, <i>in</i> Dossier « L'Océan au-delà des juridictions nationales : la dernière frontière ? »	2019/2, p. 275
<b>DELCORPS Michel</b> , Projet de mise à 4 voies d'une ligne ferroviaire au travers d'un site forestier Natura 2000. Mesures préconisées dans l'évaluation environnementale pour préserver la biodiversité	2011/S, p. 139

<b>DELCROS Xavier</b> , Les échanges entre professionnels, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 147
<b>DELEUIL Thomas</b> , La CITES et la protection internationale de la biodiversité	2011/S, p. 45
<b>DELEUIL Thomas</b> La protection de la « Terre nourricière » : un progrès pour la protection de l'environnement	2017/2, p. 255
<b>DELFOUR Odile</b> , Note sous Conseil d'Etat, 6 novembre 1998, Ministre de l'environnement c/ Société des Fourrures Maurice	1999/4, p. 599
<b>DELHOSTE Marie-France</b> , Dégâts aux rizicultures et principe d'exclusion d'indemnisation : l'interprétation jurisprudentielle discutable de la volonté législative (Note sous CAA Marseille, 18 juin 1998, Ministre de l'Environnement c/ M. Plan)	2001/2, p. 242
<b>DELHOSTE Marie-France</b> , Incinérateur de Fos-sur-Mer : la confirmation d'interdiction de tous travaux préjudiciables à une espèce végétale protégée. Note sous Tribunal de grande instance d'Aix-en-Provence, ord. réf., 2 août 2006, Fare Sud Association et a.	2007/2, p. 219
<b>DELHOSTE Marie-France</b> , Le contentieux sanitaire et environnemental des lignes à très haute tension : note sous Tribunal de grande instance de Tulle, 28 octobre 2008, M. Marcouyoux	2009/4, p. 451
<b>DELIANCOURT Samuel</b> , Les mesures de protection de l'environnement en Antarctique Adoptées par la France depuis 2005	2008/1, p. 25
<b>DELIANCOURT Samuel</b> , Conclusions sur Cour administrative d'appel de Marseille, 24 janvier 2011, Société Sita Sud, Ministre de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement	2011/2, p. 313
<b>DELIANCOURT Samuel</b> , Conclusions sur Cour administrative d'appel de Marseille, 16 mai 2011, SCI Niko Immobilier	2012/1, p. 117
<b>DELIANCOURT Samuel</b> Conclusions sur Cour administrative d'appel, 15 mars 2016, n°14MA05155	2016/4, p. 791
<b>DELIVRE-GILG Cendrine</b> , La taxe départementale des espaces naturels sensibles	2006/2, p. 139
<b>DELIVRE-GILG Cendrine</b> , Réflexions sur la fiscalité forestière dérogatoire	2007/1, p. 23
<b>DELIVRE Cendrine</b> , Fiscalité, territoires, environnement, in "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement"	2013/S, p. 53
<b>DELLAUX Julien</b> Une validation du principe de non-régression en matière environnementale par le Conseil constitutionnel	

au prix d'une redéfinition <i>a minima</i> de sa portée	2017/34, p. 693
<b>DE LOS RIOS Isabel</b> , Le projet de code organique de l'environnement du Vénézuéla	2002/S, p. 77
<b>DELMAS-MARTY Mireille</b> Propos introductifs : Perspectives ouvertes par le droit de l'environnement ?, <i>in</i> Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?	2004/S, p. 7
<b>DELVAL Vincent</b> Appréciation restrictive du critère de l'urgence : la théorie du bilan à l'épreuve des atteintes à la faune sauvage : note sous TA de Lille, ordonnance, 14 août 2017, Groupement pour la défense de l'environnement de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer et du Pas-de-Calais, n° 1706635	2018/2, p. 412
<b>DELZANGLES Hubert</b> , Nouvelles précisions de la CJUE sur la législation européenne relative aux OGM	2012/1, p. 83
<b>DELZANGLES Hubert</b> , Action aux niveaux régional, national, infranational et local, <i>in</i> « Rio+20 »	2012/4, p. 641
<b>DELZANGLES Hubert</b> , L'indépendance de l'Autorité de sûreté nucléaire, des progrès à envisager	2013/1, p. 7
<b>DELZANGLES Hubert</b> , Commande publique et environnement, jusqu'où peut-on aller ?	2015/1, p. 13
<b>DELZANGLES Hubert, FLEURY Marine, MONNIER Laura</b> Droit à l'information environnementale vs. secret industriel et commercial : une conciliation à l'épreuve du droit nucléaire	2018/4, p. 675
<b>DENOIX DE SAINT-MARC Renaud</b> , Introduction, <i>in</i> "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 77
<b>DENOLLE Anne-Sophie</b> Commentaire de la loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte	2016/1, p. 99
<b>DEPRIMOZ Jacques</b> , En Chine, l'environnement entre dans le droit positif	1999/4, p. 557
<b>DE SALLES CAVEDON-CAPDEVILLE Fernanda</b> L'écologisation du système interaméricain de protection des droits de l'homme (SIDH) : commentaire de la jurisprudence récente (2010-2013)	2014/3, p. 489
<b>DESBARATS Isabelle</b> , L'entreprise à l'épreuve du développement durable : complexité et ambiguïté du concept de RSE, <i>in</i> "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 175
<b>DESCHAMPS Jeanne-Louise</b> Panorama de la CJUE : Énergies renouvelables	2017/4, p. 795

<b>DESCHAMPS Jeanne-Louise</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Évaluation environnementale	2018/4, p. 845
<b>DESCHAMPS Jeanne-Louise</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Énergie	2018/3, p. 643
<b>DEFONDS-FARJON Laurence</b> , Note sous Cour administrative d'appel de Lyon, 7 janvier 2011, EARL de l'Etang de Galetas	2011/3, p. 403
<b>DESROUSSEAU Maylis</b> L'analyse juridique de la pollution diffuse du massif de Marseilleveyre : terrain d'application et d'évolution du droit de la restauration écologique	2017/3, p. 495
<b>DE SILVA Isabelle</b> , Conclusions sur Conseil d'Etat, 10 avril 2009, Association pour le maintien de l'élevage en Bretagne	2010/1, p. 99
<b>DE SILVA Isabelle</b> , Conclusions sur Conseil d'Etat, 10 avril 2009, Commune de Batz-sur-Mer	2010/2, p. 266
<b>DE SILVA Isabelle</b> , Conclusions sur Conseil d'Etat, 27 juillet 2009, M. Girard	2010/3, p. 472
<b>DEVILLERS Danièle</b> , Conclusions sur CAA Nantes, 4 février 1998, M. Veau et Ministre de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme	1999/1, p. 72
<b>DEVILLERS Patrick</b> , Conclusions sur TA Strasbourg, 23 janvier 2001, Alsace-Nature c/ CDAF de Kientzheim	2001/2, p. 266
<b>DIEU Frédéric</b> , Conclusions sur Cour administrative d'appel de Marseille, 4 décembre 2008, Société Terreaux Services Varrone	2009/3, p. 350
<b>DIEU Frédéric</b> , Conclusions sur Cour administrative d'appel de Marseille, 17 décembre 2009, Association "U Levante" et Association "L'Erbaghju"	2010/4, p. 676
<b>DI MARCO Antonio</b> Les communautés d'énergie renouvelable et la transition verte vers l'UE	2018/1, p. 47
<b>DOUMBE-BILLE Stéphane</b> , La nouvelle convention africaine de Maputo sur la conservation de la nature et des ressources naturelles	2005/1, p. 5
<b>DOUMBE-BILLE Stéphane</b> , La Charte et le droit international, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 191
<b>DOUMBE-BILLE Stéphane, CUENIN Alexandra, HAMADY DEME Baba</b> , Dispositif institutionnel du développement durable, in « Rio+20 »	2012/4, p. 635

**DOUMBÉ-BILLÉ Stéphane**

Les déplacés environnementaux : la fuite devant l'environnement, *in* Dossier "Droit, mouvement et environnement, considérations sur le déplacement en droit de l'environnement" 2016/3, p. 476

**DOUSSAN Isabelle**, La biodiversité : une valeur (enfin) reconnue par le droit agricole, *in* "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective" 2008/S, p. 101

**DOUSSAN Isabelle**, Consommation et environnement 2005/4, p. 389

**DOUSSAN Isabelle**, La protection de l'environnement dans la loi d'orientation agricole de janvier 2006, un bilan mitigé 2006/4, p. 387

**DOUSSAN Isabelle, STEICHEN Pascale** (sous la direction de) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement 2014/4, p. 665

**DOUSSAN Isabelle, STEICHEN Pascale** (sous la direction de) Chronique de droit privé et de droit économique de l'environnement 2016/2, p. 344

**DOUSSAN Isabelle, STEICHEN Pascale** (sous la direction de) Chronique : Droit privé et droit économique de l'environnement 2018/2, p. 349

**DRAPIER Sandrine**

Quel régime de responsabilité civile pour les choses communes endommagées ? 2016/4, p. 691

**DROBENKO Bernard**, La convention d'Aarhus et le droit français 1999/S, p. 31

**DROBENKO Bernard**, Panorama de la jurisprudence administrative – Montagne 1999/2, p. 277

**DROBENKO Bernard**, Panorama de la jurisprudence administrative – Littoral 1999/2, p. 278

**DROBENKO Bernard**, Note sous TA Nice, 16 avril 1999, Association de défense des riverains de la vallée du Var et autres 1999/4, p. 585

**DROBENKO Bernard**, Panorama de la jurisprudence administrative – Littoral 2000/2, p. 243

**DROBENKO Bernard**, Panorama de la Jurisprudence administrative – Littoral 2001/2, p. 275

**DROBENKO Bernard**, Panorama de la Jurisprudence administrative – Montagne 2001/2, p. 280

**DROBENKO Bernard**, Note sous CJCE, 8 mars 2001 et TA Rennes, 2 mai 2001, Société Suez Lyonnaise des eaux 2001/3, p. 448

**DROBENKO Bernard**, Panorama de la jurisprudence administrative – Montagne 2002/2, p. 247

<b>DROBENKO Bernard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Littoral	2002/2, p. 251
<b>DROBENKO Bernard</b> , Inondations : aux risques de la complexité	2002/4, p. 629
<b>DROBENKO Bernard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Montagne	2003/4, p. 493
<b>DROBENKO Bernard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Littoral	2003/4, p. 496
<b>DROBENKO Bernard</b> , De la pratique du minimalisme : la transposition de la directive-cadre "eau"	2004/3, p. 241
<b>DROBENKO Bernard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Montagne et littoral	2005/4, p. 467
<b>DROBENKO Bernard</b> , Le droit de préemption des espaces naturels sensibles comme technique de maîtrise foncière environnementale	2006/2, p. 125
<b>DROBENKO Bernard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Littoral-Montagne	2007/1, p. 113
<b>DROBENKO Bernard</b> , La loi sur l'eau et les milieux aquatiques : entre attermolements et Renoncements	2007/2, p. 141
<b>DROBENKO Bernard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative: Littoral-Montagne	2008/2, p. 223
<b>DROBENKO Bernard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Littoral-Montagne	2009/3, p. 389
<b>DROBENKO Bernard</b> , Directive inondation : la prévention impérative	2010/1, p. 25
<b>DROBENKO Bernard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Montagne-Littoral	2010/3, p. 541
<b>DROBENKO Bernard</b> , Bâtiment et urbanisme, eau et inondations	2010/S, p. 27
<b>DROBENKO Bernard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Montagne-Littoral	2012/2, p. 375 et 2012/3, p. 549
<b>DROBENKO Bernard</b> , De la Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) à la Politique Maritime Intégrée (PMI) : un nouveau droit pour le littoral ?	2012/S, p. 225
<b>DROBENKO Bernard</b> , La question de l'eau, in « Rio+20 »	2012/4, p. 659
<b>DROBENKO Bernard</b> , Les perspectives dans le domaine de l'eau, in "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement"	2013/S, p. 111
<b>DROBENKO Bernard</b> , La préservation de la dignité humaine par la condamnation des coupures d'eau : note sous	

- Tribunal de grande instance de Soissons, ord. de référé, 25 septembre 2014, n° 12-14-00224 ;  
 Tribunal d'instance de Bourges, ordonnance de référé, 12 novembre 2014, n° 12-14-00229;  
 Tribunal de grande instance de Valenciennes, ord. de référé, 25 novembre 2014, n° 14/00282 ;  
 Tribunal de grande instance d'Amiens, ord. de référé, 19 décembre 2014, n° 14/00546 2015/3, p. 522
- DROBENKO Bernard**  
 Chronique - Droit de l'eau (2015-2017) 2017/4, p. 749
- DROBENKO Bernard, FARINETTI Aude**  
 Chronique : Droit de l'eau 2018 2018/4, p. 781
- DROUET Stéphane**, Santé et environnement en France : deux siècles de "symbiose"  
 juridique (1802-2002) 2003/3, p. 319
- DRUAIS Jacques**, Le juge et les installations classées agricoles, in "Le juge administratif  
 et l'environnement" 2004/S, p. 145
- DUBREUIL Thomas**  
 Mesures compensatoires : le dossier de l'aéroport de  
 Notre-Dame-des-Landes et les apports de la loi Biodiversité,  
 in Dossier « La compensation écologique » 2017/4, p. 621
- DUCHON-DORIS J.-Ch.**, Conclusions sur CAA Marseille, 10 décembre 1998, Ministre de  
 l'aménagement du territoire, Ets Deschamps et autres 1999/3, p. 486
- DUMAX Nathalie**, La réparation économique du préjudice écologique, in Dossier  
 "La traduction du dommage écologique après la décision du TGI de Paris dans  
 l'affaire Erika ou "La nature n'a pas de prix"" 2009/1, p. 51
- DUMAX Nathalie**, Les mesures de compensation : un indicateur du coût Environnemental 2011/S, p. 115
- DUMONT Thomas, HUTEN Nicolas**, Le jugement Erika ou la consécration inachevée d'une  
 approche patrimoniale de l'environnement. Commentaire sous Tribunal de grande instance  
 de Paris, 16 janvier 2008 2008/2, p. 207
- DUPONT Lucie**  
 Compensation écologique et trame verte et bleue : une combinaison  
 à explorer pour la biodiversité, in Dossier « La compensation écologique » 2017/4, p. 649
- DUPUY Pierre-Marie**  
 Tribune libre : Amazonie : Le droit international en vigueur apporte des réponses substantielles 2019/4, p. 671
- DUPUY Roger-Christian**, Méthode de contrôle du juge administratif sur les études d'impact,  
 in "Le juge administratif et l'environnement" 2004/S, p. 83

<b>DURAND Claire</b> , Introduction, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 13
<b>DUROSSEAU Michel</b> , Quelle gouvernance pour les espaces naturels sensibles des départements ?	2006/2, p. 177
<b>DUROSSEAU Michel</b> , Le constat : la biodiversité en crise, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective"	2008/S, p. 11
<b>DUROSSEAU Michel</b> , La biodiversité, in « Rio+20 »	2012/4, p. 689
<b>DUROSSEAU Michel</b> , La clarification des compétences institutionnelles est-elle soluble dans la protection de l'environnement ?, in "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement"	2013/S, p. 11
<b>DUROSSEAU Michel, BILLET Philippe</b> , Les territoires de la biodiversité à la recherche de la collectivité compétente, in "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement"	2013/S, p. 123
<b>DURUP DE BALEINE Antoine</b> Conclusions sur CAA Nantes, 5ème chambre, 15 mai 2017, Association PROSIMAR et autres, req. n° 16NT02321	2017/3, p. 559
<b>DUTHEILLET de LAMOTTE Louis</b> Conclusions sur Conseil d'État, 8 décembre 2017, Fédération Allier Nature, n° 404391	2018/1, p. 190
<b>DUTHEILLET de LAMOTHE Louis</b> Le contentieux en droit de l'environnement mené par les associations devant le Conseil d'État, in « 50 ans de contentieux de l'environnement – L'apport du mouvement associatif »	2019/S, p. 41
<b>DUTU Mircea</b> , Le protocole sur la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité des Carpates : une nouvelle étape dans le développement du droit international de la montagne	2011/3, p. 305
<b>EKLUND Jan</b> , L'étendue du contrôle du juge dans les Etats membres : La Finlande, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 93
<b>EMMANUEL Delphine-Edith</b> , La Commission des forêts d'Afrique centrale	2007/2, p. 203
<b>EMMANOUILIDOU Pantelina</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Evaluation environnementale	2013/3, p. 548
<b>EMMANOUILIDOU Pantelina</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Energie-Climat	2014/1, p. 187

<b>EMMANOUILIDOU Pantelina</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Evaluations environnementales	2014/1, p. 190 et 2014/3, p. 585
<b>EMMANOUILIDOU Pantelina</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Accès à l'information	2014/2, p. 377
<b>EMMANOUILIDOU Pantelina</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Transport maritime	2014/2, p. 390
<b>EMMANOUILIDOU Pantelina</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Participation du public	2014/3, p. 586
<b>EMMANOUILIDOU Pantelina</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pêche	2014/4, p. 794
<b>EMMANOUILIDOU Lina</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Eau	2015/1, p. 183 2015/3, p. 564 2015/4, p. 780
<b>EMMANOUILIDOU Lina</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pêche	2015/1, p. 187 2015/3, p. 569
<b>EMMANOUILIDOU Lina</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Aarhus	2016/1, p. 182
<b>EMMANOUILIDOU Pantelina</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Convention d'Aarhus	2017/1, p. 179
<b>EMMANOUILIDOU Pantelina</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : OGM	2017/1, p. 185
<b>ENCINAS DE MUNAGORRI Rafael</b> , Expertise scientifique et décision de précaution	2000/S, p. 67
<b>ESTY Daniel C.</b> Trumping-Trump : pourquoi l'Accord de Paris survivra, <i>in</i> « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? »	2017/S, p. 49
<b>FABIEN M.</b> , Conclusions sur Tribunal administratif de Toulouse, 18 janvier 2005, Préfet de Haute Garonne c/ Commune de Bax	2005/3, p. 349
<b>FAGES Alain</b> , Discours d'ouverture, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 11
<b>FALCONE Paul</b> , Le conseil d'Etat sanctionne le chevauchement de deux conventions collectives dans le secteur du recyclage des déchets : Note sous Conseil d'Etat, 2 juillet 2007	2008/1, p. 61

<b>FARINETTI Aude</b> , Droit et protection des processus sédimentaires	2013/2, p. 205
<b>FARINETTI Aude</b> Chronique Droit de l'eau (2019)	2019/4, p. 821
<b>FARO Alexandre</b> Le contentieux associatif face au droit nucléaire, <i>in</i> « 50 ans de contentieux de l'environnement - L'apport du mouvement associatif »	2019/S, p. 73
<b>FAVRET Jean-Marc</b> , Conclusions sur Cour administrative d'appel de Nancy, 18 décembre 2014, Ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, affaires n° 14NC645, 14NC651 et 14NC653	2015/2, p. 360
<b>FAVRET J.-M.</b> Conclusions sur Cour administrative d'appel de Nancy, 14 janvier 2016, Fédération Environnement Développement Durable et autres n° 15NC00099	2017/1, p. 163
<b>FENNELY N.</b> , Conclusions sur Cour de Justice des Communautés européennes (5ème Ch.), 18 mars 1999, Commission c/ République française (Affaire C-166/97)	1999/3, p. 469
<b>FERAL F.</b> , L'évolution de l'administration française des aires marines protégées	2012/S, p. 123
<b>FERCHICHI Wahid</b> L'environnement dans la nouvelle constitution tunisienne du 27 janvier 2014	2014/2, p. 215
<b>FERRAND Jean-Pierre</b> La protection de la plage par le droit de l'urbanisme	2014/3, p. 447
<b>FEVRIER Jean-Marc</b> , La procédure d'élaboration de la Charte de l'environnement, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 89
<b>FEVRIER Jean-Marc</b> , Les espaces naturels sensibles des départements et la gestion des sites Natura 2000	2006/2, p. 171
<b>FEVRIER Jean-Marc</b> , Le droit des parcs aujourd'hui, in "Les parcs naturels régionaux et le droit"	2006/S, p. 29
<b>FEVRIER Jean-Marc</b> , La protection du littoral contre les phénomènes naturels	2012/S, p. 149
<b>FÉVRIER Jean-Marc, POIROT-MAZÈRES Isabelle</b> Avant-propos, <i>in</i> Dossier « Les aspects juridiques de l'érosion côtière »	2019/1, p. 13
<b>FLEURY-PERKINS Cynthia</b> Tribune libre : <i>Occupy Gezi</i>	2014/4, p. 613

<b>FLEURY Marine, COHENDET Marie-Anne</b> Chronique d'un rendez-vous manqué...	2019/4, p. 787
<b>FONBAUSTIER Laurent</b> , Les transports durables dans la loi Grenelle 2	2010/S, p. 67
<b>FONTAINE Sonia</b> , Note sous Tribunal administratif de Saint-Denis, 10 septembre 2003	2004/4, p. 412
<b>FONTAINE Aurélie</b> Approbation de la charte du parc national de la Réunion : un pas de plus vers la construction de l'ordre public écologique réunionnais	2014/3, p. 477
<b>FORREST Craig</b> , An Australian Perspective on World Heritage Sites, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 123
<b>FOSSIER Thierry</b> La réparation du préjudice collectif associatif, prélude à celle du préjudice écologique, <i>in</i> « 50 ans de contentieux de l'environnement - L'apport du mouvement associatif »	2019/S, p. 63
<b>FOUCHER Karine</b> , Note sous Conseil d'Etat, 22 novembre 2000, Association Greenpeace France et autres	2001/3, p. 463
<b>FRANCH I SAGUER Marta</b> Le principe de non-régression dans la jurisprudence récente du Tribunal Suprême espagnol : commentaire des décisions du 22 février 2012 (STS 3774/2009) et du 29 mars 2012 (STS 2000/2012)	2014/2, p. 219
<b>FROMAGEAU Jérôme</b> Propos introductifs, <i>in</i> Dossier « 40 ans après... Bilan et perspectives de la loi ICPE »	2018/3, p. 459
<b>FROMAGEAU Jérôme</b> , Propos introductifs, <i>in</i> Dossier « Les PNR 1967-2017 »	2018/2, p. 243
<b>GALY Karine</b> L'imprégnation du droit de la protection des espaces naturels par le mécanisme de l'inventaire du patrimoine naturel	2018/1, p. 111
<b>GAMBARDELLA Sophie</b> La stratégie de réduction des émissions maritimes internationales de gaz à effet de serre, <i>in</i> « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? »	2017/S, p. 201
<b>GAMBARDELLA Sophie</b> Les organisations non gouvernementales au sein du contentieux international relatif à l'environnement : un chemin semé d'embûches, <i>in</i> « 50 ans de contentieux de l'environnement - L'apport du mouvement associatif »	2019/S, p. 11

- GARCIA BURGUES Julio**, La directive 2004/35, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 65
- GARCIA Thierry, CELLI André**, L'adaptation à l'insularité du cadre juridique national relatif au littoral : les exemples corse et sarde 2002/3, p. 393
- GARNIER Claire-Cécile**  
L'hydroélectricité et la loi du 16 octobre 1919 relative l'utilisation de l'énergie hydraulique : ue reste-t-il aujourd'hui d'une autorisation sectorielle au sein du droit global de l'eau ? 2019/3, p. 459
- GARVER Geoffrey**, Vision commune et renouvellement de l'engagement politique, in « Rio+20 » 2012/4, p. 613
- GATET Antoine**  
Avant-propos, in « 50 ans de contentieux de l'environnement - L'apport du mouvement associatif » 2019/S, p. 7
- GAZZANIGA Jean-Louis, LARROUY-CASTERA Xavier**, Premier bilan jurisprudentiel de l'autorisation délivrée sur le fondement de l'article 10 de la loi sur l'eau 1999/4, p. 503
- GELARD Patrice**, Le Parlement et la mise en oeuvre de la Charte, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur" 2005/S, p. 257
- GEOFFROY Michel**, Note sous CJCE, 2 mai 2002, Commission des Communautés c/ République Française 2003/1, p. 81
- GEORGIJEVIC Goran**, L'entrepreneuriat, le développement durable et la responsabilité délictuelle - droit mauricien 2013/3, p. 433
- GERARD Bernard**, Eléments de réponse du conservatoire du littoral, in "Discussion : Le conservatoire du littoral et le propriétaire privé" 2008/1, p. 50
- GERVASONI Véronique**, Panorama de la jurisprudence administrative – Chasse 2004/4, p. 449
- GERVASONI Véronique**, Panorama de la jurisprudence administrative : Chasse 2005/4, p. 451
- GERVASONI Véronique**, Panorama de la jurisprudence administrative : Chasse 2006/4, p. 465
- GERVASONI Véronique**, Panorama de jurisprudence administrative : Chasse 2007/4, p. 495
- GERVASONI Véronique**, Panorama de la jurisprudence administrative : Chasse 2008/4, p. 457
- GERVASONI Véronique**, Les conventions de protection de la nature, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective" 2008/S, p. 135
- GERVASONI Véronique**, Panorama de la jurisprudence administrative : Chasse 2009/4, p. 479

<b>GERVASONI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Chasse	2010/4, p. 725
<b>GERVASONI Véronique, MAKOWIAK Jessica</b> , Chronique Protection de la nature (2006-2009)	2010/3, p. 445
<b>GERVASONI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Chasse	2011/4, p. 603
<b>GERVASONI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Chasse	2012/4, p. 715
<b>GERVASONI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Chasse	2013/4, p. 745
<b>GERVASONI Véronique</b> , Prolongation de la chasse aux oies en février, deuxième épisode : note sous Conseil d'Etat, réf., 5 février 2014, Association Humanité et Biodiversité	2015/1, p. 122
<b>GHEZALI Mahfoud</b> , Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières – Rapport général: "statut des espaces littoraux"	2001/S, p. 11
<b>GHEZALI Mahfoud</b> , Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières – Rapport national de la France	2001/S, p. 177
<b>GINDRE Emmanuelle</b> , Les limites de la protection pénale de l'environnement polynésien	2011/2, p. 227
<b>GIRARD Didier</b> , Note sous Cour administrative d'appel de Marseille, 8 novembre 2005, Commune de la Croix-Valmer et a.	2007/2, p. 241
<b>GIRARD Julien</b> , Le droit communautaire, gardien des océans ? Commentaire de CJCE, 3 juin 2008, aff. C-308/S6	2008/4, p. 410
<b>GIRARD Julien</b> , (Voici venu) le temps de rendre compte de ses performances Environnementales	2003/4, p. 417
<b>GIRARD Didier</b> , Note sous Conseil constitutionnel, décision n° 2012-269 QPC, 27 juillet 2012, Union départementale pour la sauvegarde de la vie, de la nature et de l'environnement et autres ; Conseil constitutionnel, décision n° 2012-270 QPC, 27 juillet 2012, Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Finistère	2013/2, p. 284
<b>GIRAUDEL Catherine</b> , Consommation et environnement	2000/4, p. 555
<b>GIRAUDEL Catherine</b> , Consommation et environnement	2002/4, p. 605
<b>GIUDICELLI-DELAGÉ Geneviève</b> Propos conclusifs, <i>in</i> Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?	2014/S, p. 243
<b>GIVORD Laurent, SOUMASTRE Serge</b> Quels apports des avocats à la doctrine en matière de droit de l'environnement ?, <i>in</i> La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 265

<b>GNANGUI Adon</b> , Lutte contre l'exploitation sauvage des forêts et commerce illégal de bois : accord de partenariat volontaire Ghana/Union européenne	2011/2, p. 249
<b>GODARD Olivier</b> , Le principe de précaution, un principe politique d'action	2000/S, p. 127
<b>GOSSEMENT Arnaud</b> , Réflexions relatives aux moyens d'action des parcs naturels régionaux, in "Les parcs naturels régionaux et le droit"	2006/S, p. 41
<b>GOSSEMENT Arnaud</b> , L'affaire du Teknival, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 53
<b>GOUGUET Jean-Jacques</b> , L'avenir des grands évènements sportifs : la nécessité de penser autrement, in Les dynamiques urbaines au prisme des sciences humaines	2015/S, p. 95
<b>GOURIN Julien</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Energie	2014/4, p. 786
<b>GOURIN Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Air	2015/1, p. 179 2015/2, p. 377
<b>GOURIN Julien</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Energie	2015/3, p. 567
<b>GOURIN Julien</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pollution de l'air	2015/3, p. 570
<b>GOURIN Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Système d'échange de droit d'émission à effet de serre	2015/4, p. 783
<b>GOURIN Julien</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Santé publique	2016/1, p. 189
<b>GOURIN Julien</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE	2016/3, p. 621
<b>GOURIN Julien</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pollution atmosphérique	2016/4, p. 802
<b>GOURIN Julien</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pollution de l'air	2018/3, p. 646
<b>GOZE Maurice</b> , Dynamiques territoriales et risques : un quart de siècle après la loi Littoral	2012/S, p. 23
<b>GRAMMATICO Laetitia, MECA Ingrid</b> , Les perspectives de la fiscalité positive de l'eau et de l'air : l'amorce d'une fiscalité écologique	2000/1, p. 53
<b>GRANDBOIS Maryse</b> , Les nouvelles orientations du droit de l'environnement au Québec	1999/3, p. 417

<b>GREGOIRE Prescillia</b> , La tierce opposition en droit de l'environnement précisée par le Conseil d'Etat, note sous CE, avis, 29 mai 2015, n° 381560	2015/4, p. 736
<b>GRIMONPREZ Benoît</b> Réparer le vivant : éthique de la compensation, <i>in</i> Dossier « La compensation écologique »	2017/4, p. 681
<b>GRIMONPREZ Benoît</b> Le stockage agricole de l'eau : l'adaptation idéale au changement climatique ?	2019/4, p. 751
<b>GUEGAN Anne</b> , L'apport du principe de précaution au droit de la responsabilité civile	2000/2, p. 147
<b>GUERIN Olivier</b> , Avis de l'avocat général sur Cour de cassation, 3ème ch. civ., 5 décembre 2007, Société COVED c/ SA Clinique Ker Yonnec	2008/3, p. 326
<b>GUERIN Olivier</b> , Avis sur Cour de cassation, 3ème Ch. civ., 7 décembre 2005, COGEMA	2006/2, p. 196
<b>GUIGNIER Armelle</b> , La conservation de la biodiversité au Costa Rica à l'épreuve des projets d'infrastructures : l'encadrement juridique du projet de barrage El Diquis	2011/S, p. 163
<b>GUIHAL Dominique</b> , La loi du 13 mai 1996 relative à la faute pénale d'imprudance est inapplicable à la pollution délibérée d'un cours d'eau	2000/2, p. 197
<b>GUIHAL Dominique</b> , Note sous Cass. crim., 14 novembre 2000, C. Hermann	2001/2, p. 239
<b>GUIHAL Dominique</b> , Note sous Cass. Crim. 3 avril 2001, Chauffaille	2001/4, p. 667
<b>GUIHAL Dominique</b> , Note sous Cass. crim., 26 février 2002, Fédération de Haute-Saône pour la pêche et la protection du milieu aquatique	2003/2, p. 230
<b>GUIHAL Dominique</b> , Commentaire sous Cour d'appel de Limoges, Ch. de l'instruction, 25 mars 2004, Procureur de la République c/ COGEMA	2004/3, p. 302
<b>GUIHAL Dominique</b> , Commentaire sous Cass. 2e civ. 23 septembre 2004	2005/3, p. 301
<b>GUIHAL Dominique</b> , La Charte de l'environnement et le juge judiciaire, <i>in</i> "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 245
<b>GUIHAL Dominique</b> , Le nouveau régime de réparation des dommages environnementaux : Synthèse, <i>in</i> "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 81
<b>GUIHAL Dominique</b> Les conditions d'efficacité du droit pénal interne, <i>in</i> Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?	2014/S, p. 95

- GUIHENEUF Claire**, Le Schéma de Cohérence Territoriale et la loi Littoral : l'exemple du SCoT du pays de Brest 2012/S, p. 83
- GUILLARD David**, La problématique juridique du démantèlement des navires 2007/3, p. 311
- GUIOT Joël**  
 Limiter l'augmentation des températures bien en dessous de 2°C : est-ce un objectif atteignable ?, *in* « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? » 2017/S, p. 23
- GUSTAVE-HUTEAU Charlotte**, Note sous Conseil constitutionnel, décision n° 2018-698 QPC du 6 avril 2018, Syndicat secondaire Le Signal 2018/4, p. 826
- GUTWIRH Serge**, Bouleversement climatique : penser ce qui vient avec Bruno Latour 2014/1, p. 45
- GUTWIRTH Serge**, Penser le statut juridique des animaux avec Jean-Pierre Marguénaud et René Demogue : plaider pour la technique juridique de la personnalité 2015/1, p. 67
- GUTWIRTH Serge, STENGERS Isabelle**  
 Chronique de Théorie du droit : Le droit à l'épreuve de la résurgence des *commons* 2016/2, p. 306
- GUTWIRTH Serge**  
 Théorie du droit : Le droit de l'environnement par-delà nature et culture ?  
 Penser la compensation écologique avec Sarah Vanuxem 2019/1, p. 109
- HAENEL Hubert**, Conclusions, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 157
- HAGEGE-RADUTA Béatrice**, Nitrate d'ammonium et ICPE : vers un contrôle "précautionneux" du juge : note sous Conseil d'Etat, 14 novembre 2008, Ministère de l'Ecologie et du Développement durable 2010/1, p. 121
- HAIDARLIS Marios**, Durabilité, développement durable et droit hellénique 2002/3, p. 413
- HALLEY Paule, DE FORTE Mélissa**, Le bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) : participation publique et évaluation environnementale au Québec 2004/1, p. 5
- HAMDAOUI Samih**  
 La régionalisation avancée au Maroc : entre la lutte contre les changements climatiques et la protection de l'environnement 2017/3, p. 425
- HAMDAOUI Samih**  
 Le droit à l'environnement et la participation des citoyennes et citoyens au Maroc 2018/3, p. 565
- HANKER Helle Tegner**, Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières

- Legal Aspects of Integrated Coastal Zones Management in Denmark 2001/S, p. 107
- HAUMONT Francis**, Le droit constitutionnel belge à la protection d'un environnement sain : état de la jurisprudence, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur" 2005/S, p. 41
- HAUMONT Francis**, Le permis unique en droit wallon, in Dossier "Regards thématiques sur le droit comparé de l'environnement" 2015/2, p. 232
- HAUTUREAU-BOUTONNET Mathilde**, La réparation du préjudice écologique, regard global, in Dossier "Regards thématiques sur le droit comparé de l'environnement" 2015/2, p. 246
- HAUTUREAU-BOUTONNET Mathilde**, Une source en particulier : le contrat, in Dossier "Regards thématiques sur le droit comparé de l'environnement" 2015/2, p. 225
- HAUTEREAU-BOUTONNET Mathilde, MALJEAN-DUBOIS Sandrine**  
Introduction, in « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? » 2017/S, p. 9
- HAY Julien**  
La réparation de la nature et quelques-uns de ses enjeux du point de vue de l'évaluation des atteintes écologiques, in Dossier « La compensation écologique » 2017//4, p. 629
- HEERMANN Werner**, L'accès à la justice : la Convention d'Aarhus, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 49
- HEIDELBERGER Alain**, Bilan environnemental de la loi ICPE, in Dossier « 40 ans après... Bilan et perspectives de la loi ICPE » 2018/3, p. 493
- HEIDELBERGER Alain**  
Dans leur approche du traitement des déchets dangereux, les adhérents du SYPRED privilégient la protection de la santé et de l'environnement, in « 50 ans de contentieux de l'environnement - L'apport du mouvement associatif » 2019/S, p. 125
- HEINIS Marc**, Conclusions sur CAA Bordeaux, 11 octobre 1999, M. Lupuyau 2000/2, p. 216
- HEINIS Marc**, Conclusions sur CAA Bordeaux, 11 octobre 1999, Commune de Bazus-Aure 2000/2, p. 219
- HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René**, Panorama de la jurisprudence administrative - Enquêtes publiques 1999/1, p. 111
- HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René**, Panorama de la jurisprudence administrative - Enquêtes publiques 2000/1, p. 127
- HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René**, Panorama de la Jurisprudence administrative - Enquêtes publiques 2001/1, p. 111

<b>HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Enquêtes publiques	2002/1, p. 100
<b>HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Enquêtes publiques	2007/2, p. 245
<b>HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Enquêtes publiques	2008/1, p. 91
<b>HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Enquêtes publiques	2009/1, p. 111
<b>HELIN Jean-Claude</b> , La loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement et la réforme des enquêtes publiques	2010/S, p. 201
<b>HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Enquête publique	2010/1, p. 133
<b>HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Enquêtes publiques	2011/1, p. 147
<b>HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Enquêtes publiques	2012/1, p. 143
<b>HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Enquêtes publiques	2013/1, p. 137
<b>HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Enquêtes publiques	2014/1, p. 145 et 2014/2, p. 357
<b>HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Enquêtes publiques	2015/1, p. 153 2015/2, p. 367
<b>HELIN Jean-Claude, HOSTIOU René</b> Panorama de la jurisprudence administrative : Enquêtes publiques (1 <sup>ère</sup> et 2 <sup>ème</sup> parties)	2016/1, p. 162 2016/2, p. 395
<b>HELLIO Hugues</b> Les « contributions déterminées au niveau national », instruments au statut juridique en devenir, <i>in</i> « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? »	2017/S, p. 35
<b>HENRY Solveig</b> Le pouvoir de sanction des mécanismes internationaux de règlement des différends dans le domaine de l'environnement, <i>in</i> Droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?	2014/S, p. 211
<b>HERMITTE Marie-Angèle</b> , La convention sur la diversité biologique et les droits intellectuels des	

- peuples autochtones : une lacune française, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives" 2007/S, p. 191
- HERMON Carole**, Note sous Conseil d'Etat, 25 septembre 1998, Association Greenpeace France et 11 décembre 1998, Association Greenpeace France 1999/4, p. 564
- HERMON Carole**, Note sous CJCE, 21 mars 2000, Association Greenpeace France c/ Ministre de l'agriculture et de la pêche (aff. C-6/99) 2000/4, p. 603
- HERMON Carole**, L'agroécologie en droit : état et perspective 2015/3, p. 407
- HERVE-FOURNEREAU Nathalie**, Commentaire sous Cour de justice des communautés européennes, 15 juillet 2004, Syndicat professionnel coordination des pêcheurs de l'étang de Berre et de la région et EDF, aff. C -213/S3 et Cour de justice des Communautés européennes, 7 octobre 2004, aff. C-239/S3, Commission des Communautés européennes c/ République française 2005/2, p. 198
- HEUCK Jennifer**, "L'héliski" et la protection de la montagne. La légalité des déposes de skieurs par hélicoptère pour le tournage d'un film. Le cas de la France 2011/1, p. 5
- HEUSEL Wolfgang**, La formation des juges nationaux, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 141
- HOGOMMAT Benjamin**, Les enjeux de la prise en compte des biocarburants au regard des orientations de la politique agricole commune 2010/3, p. 427
- HOPQUIN Benoît**, Tribune libre : Préjudice écologique 2015/4, p. 601
- HOSTIOU René**, Panorama de la jurisprudence administrative - Enquêtes publiques 2003/1, p. 121
- HOSTIOU René**, Panorama de la jurisprudence administrative - Enquêtes publiques 2004/1, p. 84
- HOSTIOU René**, Le juge administratif et la régulation du droit des procédures environnementales, in "Le juge administratif et l'environnement" 2004/S, p. 69
- HOSTIOU René**, Panorama de la jurisprudence administrative : Enquêtes publiques 2005/1, p. 99
- HOSTIOU René**, Panorama de la jurisprudence administrative : Enquêtes publiques 2006/1, p. 71
- HOSTIOU René**, Le rapporteur public, la section du contentieux et l'autoroute alsacienne : note sous Conseil d'Etat, section du contentieux, 17 mars 2010, Association Alsace Nature Environnement et autres 2010/3, p. 493
- HOSTIOU René**, Histoire et généalogie de la loi, in "Les 25 ans de la loi Littoral" 2012/S, p. 17
- HUET Gilles**, Le rôle des associations de protection de l'environnement, in "Le juge administratif et l'environnement" 2004/S, p. 127

<b>HUTEN Nicolas, COHENDET Marie-Anne</b> , La Charte de l'environnement deux ans après : chronique d'une anesthésie au Palais-Royal (1 <sup>ère</sup> partie)	2007/3, p. 277
<b>HUTEN Nicolas, COHENDET Marie-Anne</b> , La charte de l'environnement deux ans après : Le Conseil d'Etat hésite, les autres juridictions tranchent (2 <sup>ème</sup> partie),	2007/4, p. 425
<b>HUTEN Nicolas, COHENDET Marie-Anne</b> , La charte cinq ans après : chronique d'un réveil en fanfare	2010/1, p. 137
<b>HUTEN Nicolas</b> Chronique Démocratie environnementale	2019/1, p.161
<b>ICARD Philippe</b> , L'articulation de l'ordre juridique communautaire et des ordres nationaux dans l'application du principe de précaution	2000/S, p. 29
<b>ILCHEV Konstantin</b> , Le droit bulgare de l'environnement et l'ardente nécessité d'une codification	2015/4, p. 708
<b>INSERGUET-BRISSET Véronique</b> , La gestion des algues vertes et ses développements ou l'enlisement de l'Etat dans ses contradictions : note sous CAA de Nantes, 1er décembre 2009, Ministre d'Etat, Ministre de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer	2011/2, p. 288
<b>JACOTOT David</b> , Le principe de précaution et le renforcement de la responsabilité pour faute	2000/S, p. 91
<b>JAEGER Annabelle</b> Tribune libre : Une relation solidaire Nature & ville comme condition de l'avenir de nos villes	2018/3, p. 671
<b>JANIN Patrick</b> , De la charte des parcs naturels régionaux en particulier et des chartes territoriales en général	2010/4, p. 591
<b>JANIN Patrick</b> , Programmation et planification dans le domaine de l'environnement, <i>in</i> "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement"	2013/S, p. 43
<b>JANIN Patrick</b> Les infrastructures de transport dans l'environnement : intégration ou effraction ?, <i>in</i> Dossier "Droit, mouvement et environnement, considérations sur le déplacement en droit de l'environnement"	2016/3, p. 451
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence : Droit pénal	2008/4, p. 493
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence pénale - Chasse, eaux, installations classées, site classé, urbanisme	1999/2, p. 303
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence pénale - Chasse, déchets, eaux, espèces protégées, urbanisme	2000/4, p. 651

<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence pénale - Chasse, eau, espèces protégées, Urbanisme	2001/3, p. 529
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence pénale - Chasse, eau, installation classée, Urbanisme	2002/3, p. 521
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence pénale	2003/4, p. 509
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence pénale	2005/4, p. 793
<b>JAWORSKI Véronique</b> , La Charte constitutionnelle de l'environnement face au droit pénal, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 177
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence pénale	2006/4, p. 499
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de jurisprudence pénale	2007/4, p. 531
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence pénale	2008/4, p. 493
<b>JAWORSKI Véronique</b> , La protection pénale de la biodiversité, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective"	2008/S, p. 39
<b>JAWORSKI Véronique</b> , La réponse pénale au dommage écologique causé par les marées noires, in Dossier "La traduction du dommage écologique après la décision du TGI de Paris dans l'affaire Erika ou "La nature n'a pas de prix""	2009/1, p. 17
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence pénale (bruit, chasse, eau, espaces protégés, espèces protégées, installations classées, OGM, site classé, urbanisme)	2009/4, p. 513
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence : Droit pénal	2011/4, p. 635
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence pénale : Espèces protégées, Installations classées, OGM, Publicité, Site classé, Urbanisme	2012/1, p. 187
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence pénale : Chasse, Eau, Espaces naturels protégés, Espèces protégées, Installations classés, Urbanisme	2012/4, p. 727
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Le volet pénal de l'ordonnance n° 2012-34 du 11 janvier 2012	2013/2, p. 221
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Panorama de la jurisprudence : Droit pénal (Déchets, Eau, Espaces naturels protégés, Espèces protégées, Installations classées, OGM, Urbanisme)	2013/4, p. 771
<b>JAWORSKI Véronique</b> , Les instruments juridiques internationaux au service du droit répressif de l'environnement, in Droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?	2014/S, p. 115
<b>JAWORSKI Véronique</b>	

Chronique de droit pénal de l'environnement (septembre 2014-décembre 2015)	2016/2, p. 362
<b>JAWORSKI Véronique</b> Chronique : Droit pénal de l'environnement (janvier 2016 à décembre 2018)	2019/2, p. 353
<b>JAYAT Elisabeth</b> , Note sous Conseil d'Etat, 26 juillet 2011, Société Wattelez,	2012/1, p. 135
<b>JEGOUZO Yves</b> , La genèse de la Charte constitutionnelle de l'environnement, in "La Charte constitutionnelle en débat"	2003/S, p. 23
<b>JEGOUZO Yves</b> , Le juge administratif et l'ordonnancement du droit de l'environnement, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 19
<b>JEGOUZO Yves</b> , Le rôle constituant de la commission Coppens, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 79
<b>JENDROSKA Jerzy</b> , Accès à la justice : remarques sur le statut juridique et le champ des obligations de la convention d'Aarhus dans le contexte de l'Union européenne, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 31
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence CJCE : Produits et substances dangereuses/Risques	2010/1, p. 179
<b>JOLIVET Simon</b> , Commentaire sous CJUE, 14 janvier 2010, Stadt Papenburg c/ Bundesrepublik Deutschland, affaire C-226/08	2010/2, p.291
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence: CJUE : Forêts	2010/3, p. 570
<b>JOLIVET Simon</b> , Article 6 de la directive Habitats : la France condamnée pour transposition incorrecte : note sous CJUE 4 mars 2010, Commission européenne c/ République française, aff. C-241/08	2010/4, p. 704
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Habitats	2010/4, p. 765
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Natura 2000	2011/1, p. 177
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Politique commune de la pêche	2011/1, p. 178
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Agriculture	2011/2, p. 383
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Conservation de la biodiversité in situ	2011/2, p. 383
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Natura 2000	2012/2, p. 397
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Conservation des oiseaux	

sauvages-Conservation des habitats naturels de la faune sauvage et de la flore sauvages	2012//3, p. 580
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Agriculture – OGM	2013/1, p. 177
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Conservation de la nature et des ressources naturelles	2013/2, p. 369
<b>JOLIVET Simon</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Natura 2000	2013/3, p. 553
<b>JOLIVET Simon</b> , La directive Habitats malmenée au Palais-Royal (à propos de la validation du décret sur l'évaluation des incidences Natura 2000) : Note sous CE, 6e et 1ère sous-sections réunies, 26 décembre 2012, Association France Nature Environnement et autres	2013/3, p. 503
<b>JOLIVET Simon</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Agriculture-OGM	2014/1, p. 179 et 2014/2, p. 379
<b>JOLIVET Simon</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Protection du paysage	2014/3, p. 587
<b>JOLIVET Simon</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Natura 2000	2014/4, p. 792
<b>JOLIVET Simon</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Agriculture - Bien-être animal	2015/3, p. 563
<b>JOLIVET Simon</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Agriculture-OGM	2015/1, p. 178
<b>JOLIVET Simon</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Convention d'Aarhus	2015/2, p. 378
<b>JOLIVET Simon</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Protection de la faune et de la flore	2015/1, p. 189
<b>JOLIVET Simon</b> Note sous Cour administrative d'appel de Douai, 1 <sup>ère</sup> chambre, 15 octobre 2015, Ministère chargé de l'écologie c./ Association "Écologie pour le Havre", n° 14DA02064	2016/2, p. 382
<b>JOLIVET Simon</b> L'évaluation des incidences Natura 2000 peut être obligatoire <i>a posteriori</i> : note sous Cour de Justice de l'Union Européenne, 14 janvier 2016, Grüne Liga Sachsen eV et autres c/ Freistat Sachsen, Aff. C- 399/14	2016/3, p. 590
<b>JOLIVET Simon</b> Espaces naturels : les nouvelles frontières de la protection, <i>in</i> Dossier De la protection de la nature à la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages	2016/4, p. 629

**JOLIVET Simon, MALET-VIGNEAUX Julie**

Chronique : La Charte devant les juges administratif et judiciaire (juillet 2017 - juin 2018) 2018/4, p. 769

**JOLIVET Simon, MALET-VIGNEAUX Julie**

La Charte de l'environnement devant les juges administratif et judiciaire (juillet 2018-juin 2019) 2019/4, p. 807

**JOYE Jean-François**

Construire et aménager en montagne après la loi du 28 décembre 2016 :  
les communes face à leurs responsabilités 2017/1, p. 209

**JUAN Stéphanie**, La responsabilité sans faute de l'Etat législateur du fait de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. Note sous Conseil d'Etat, 30 juillet 2003, Association pour le développement de l'aquaculture en région Centre et autres 2004/2, p. 190

**JUSTE-RUIZ José, SALAZAR ORTUNO Eduardo**, Non-respect par l'Espagne des obligations de la Convention d'Aarhus : communication ACCC/C/2008/24, dans le cas "Senda de Grenade" à Murcie 2011/1, p. 57

**JUSTE-RUIZ José**, Océans et mers, in « Rio+20 » 2012/4, p. 669

**JUSTE RUIZ José**, La directive européenne sur la sécurité des opérations pétrolières et gazières en mer 2014/1, p. 23

**JUSTE-RUIZ José**

Note sous la sentence de la Cour permanente d'arbitrage du 18 mars 2015 (aire marine protégée des Chagos [Maurice c. Royaume-Uni]) 2016/1, p. 141

**KALFLECHE Grégory**, Droit de l'urbanisme 2013/4, p. 647

**KALFLECHE Grégory**, Chronique de droit de l'urbanisme 2015/4, p. 696

**KALFLÈCHE Grégory**

Chronique - Droit de l'urbanisme 2017/1, p. 771

**KAMTO Maurice**

L'entrée en vigueur de la Convention sur le droit relatif à l'utilisation des cours d'eau internationaux à des fins autres que la navigation 2017/1, p. 13

**KAM YOGO Emmanuel**, Droit de préemption et foresterie communautaire en droit camerounais de l'environnement 2012/2, p. 237

**KARPE Philippe**, L'illégalité du statut juridique français des savoirs traditionnels 2007/2, p. 173

**KARPE Philippe, RANDRIANARISON Mino**, La régulation des ressources naturelles à Madagascar : théorie et pratique du régime de la sanction dans la loi Gelose 2009/3, p. 301

- KARPE Philippe, AUBERTIN Catherine**  
Une occasion manquée pour les droits des autochtones (et au-delà)... 2019/2, p. 313
- KAUFMANN Sven G.**, L'océan arctique et la coopération intergouvernementale non contraignante.  
Un défi pour la protection internationale de l'environnement 2010/4, p. 627
- KENFACK Pierre Etienne**  
Limiter la braderie des terres d'Afrique centrale : un enjeu de portée planétaire,  
*in Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 33
- KERLEO Jean-François**, Le secret des affaires à l'épreuve de la transparence en matière de  
protection de l'environnement : Note sous CJUE, 15 janvier 2013, Jozef Krizan e.a. /Slovenska  
inspekcia zivotného prostredia, aff. C-416/10 2013/4, p. 700
- KHODJET EL KHIL Lilia**, La valeur juridique du Code maritime international des marchandises  
dangereuses (Code IMDG). Evolution et perspectives du point de vue de son application 2002/1, p. 25
- KISS Alexandre**, Après le cinquantième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de  
l'homme. Et le droit à l'environnement ? 1999/1, p. 5
- KISS Alexandre**, Cinq années de droit international de l'environnement (1996-2000) 2001/4, p. 563
- KISS Alexandre**, Les principes généraux du droit international de l'environnement sont-ils reflétés  
par le code de l'environnement ? 2002/S, p. 15
- KISS Alexandre**, Les origines du droit à l'environnement: le droit international, in "La Charte  
constitutionnelle en débat" 2003/S, p. 13
- KISS Alexandre**, Proposition à France-Nature-Environnement. L'adoption de la Charte de  
l'environnement par la loi de révision constitutionnelle (article 2), in "La Charte  
constitutionnelle en débat" 2003/S, p. 137
- KISS Alexandre**, De la protection intégrée de l'environnement à l'intégration du droit international  
de l'environnement. Chronique internationale 2001-2004 2005/3, p. 261
- KISS Alexandre-Charles**, Introduction, in "La charte constitutionnelle de l'environnement  
en vigueur" 2005/S, p. 143
- KNOX John H.**  
The United Nations Mandate on Humans Rights and the Environment 2017/1, p. 251
- KONATÉ Aenza**  
La difficile perception d'une doctrine en droit de l'environnement en Afrique francophone,  
*in La doctrine en droit de l'environnement* 2016/S, p. 122

<b>KOSCIUSKO-MORIZET Nathalie</b> , L'avenir du principe de précaution, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 261
<b>KRAMER Ludwig</b> , Le droit répressif et le droit de l'environnement européen, <i>in</i> Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?	2014/S, p. 77
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la jurisprudence : CJCE : Climat/air	2010/1, p. 176
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la jurisprudence : CJUE : Pollutions et nuisances	2010/3, p. 571
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pollution atmosphérique	2010/4, p. 766
<b>KROLIK Christophe</b> , Energie et climat dans la loi portant engagement national pour l'environnement	2010/S, p. 185
<b>KROLIK Christophe</b> , Les grands fonds marins, patrimoine commun de l'humanité vont être exploités. Mais selon quel régime ? A propos des questions d'interprétation posées par la Chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins du tribunal international du droit de la mer (aff. n° 17). Le point de vue de la commission du droit de l'environnement de l'UICN	2011/1, p. 191
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Politique agricole commune	2011/2, p. 384
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pollutions et nuisances	2011/2, p. 384
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Substances dangereuses	2011/2, p. 386
<b>KROLIK Christophe</b> , Un code primeur pour la naissance du droit de l'énergie	2011/4, p. 483
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la jurisprudence CJUE : Pollutions et nuisances	2011/4, p. 654
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Energie	2012/2, p. 385
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Qualité de l'air	2012/2, p. 395
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Air et climat - Pollutions et nuisances	2012/3, p. 587
<b>KROLIK Christophe</b> Des objectifs communs pour l'énergie, in « Rio+20 »	2012/4, p. 661
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la CJUE : Qualité de l'air	2013/2, p. 372
<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la CJUE : Climat	2013/3, p. 546

<b>KROLIK Christophe</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Energie	2013/4, p. 785
<b>KROLIK Christophe</b> , Un prélude en demi-teinte : à propos de la décision n° 2013-666 DC Loi visant à préparer la transition vers un système énergétique sobre	2013/3, 425
<b>KROLIK Christophe</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Climat	2014/1, p. 181
<b>KROLIK Christophe</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Energie	2014/2, p. 387
<b>KROLIK Christophe</b> , Du mouvement naturel à la production énergétique	2016/4, p. 708
<b>KROMAREK VOITELLIER Pascale</b> , Codification des dispositions relatives à la prévention des pollutions, risques et nuisances. Livre V du code de l'environnement	2002/S, p. 23
<b>KROMAREK Pascale</b> Les ICPE - Constats actuels, <i>in</i> Dossier « 40 ans après ... Bilan et perspectives de la loi ICPE »	2018/3, p. 463
<b>KROMAREK Pascale</b> Le monde industriel face au contentieux environnemental, <i>in</i> « 50 ans de contentieux de l'environnement - L'apport du mouvement associatif »	2019/S, p. 107
<b>LABETOULLE Daniel</b> , Introduction, <i>in</i> "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 11
<b>LACROUTS Jérôme</b> , Commentaire du décret n° 2006-608 du 26 mai 2006 relatif aux concessions de plage	2007/3, p. 325
<b>LAFAILLE Franck</b> Le juge, l'humain et l'Amazonie. Le constitutionnalisme écocentrique de la Cour Suprême de Colombie (5 avril 2018)	2018/3, p. 549
<b>LAFEUILLE Christine, STEICHEN Pascale</b> , La politique de réutilisation des friches industrielles stimulée par la loi ALUR. Un nouvel encadrement des rapports contractuels portant sur les friches industrielles	2015/2, p. 264
<b>LAGRANGE Philippe</b> , Chasse des oiseaux migrateurs : la France dans l'impasse	2000/1, p. 5
<b>LAGRANGE Philippe</b> , L'Office national des forêts et l'encadrement juridique de la chasse	2009/3, p. 285
<b>LAHORGUE Marie-Béatrice</b> , La prévention des risques industriels à l'épreuve du droit pénal, <i>in</i> Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?	2014/S, p. 129
<b>LALAUZE Robert</b> , Conclusions sur CAA Nantes, 23 juin 1999, Association pour la Défense des	

Habitants des Essarts et autres et Ministre de l'environnement	2000/1, p. 111
<b>LALAUZE Robert</b> , Conclusions sur CAA Nantes, 3 novembre 1999, Association Marais d'Olonne et autres (97-452)	2000/2, p. 223
<b>LALAUZE Robert</b> , Conclusions sur CAA Nantes, 18 avril 2001, SA "Carrière du Gué Morin", Ministre de l'Environnement	2001/4, p. 674
<b>LALAUZE Robert</b> , Conclusions sur CAA Nantes, 16 octobre 2001, M. et Mme Leduc	2002/1, p. 50
<b>LALAUZE Robert</b> , Conclusions sur CAA Nantes, 31 décembre 2001, Préfet du Finistère	2002/3, p. 455
<b>LALAUZE Robert</b> , Conclusions sur CAA Nantes, 30 juillet 2002, SARL TREE, Préfet d'Ille-et-Villaine	2002/4, p. 657
<b>LALAUZE Robert</b> , Conclusions sur CAA Nantes, 12 novembre 2002, Ministre de l'agriculture et de la pêche c/ Philippe Jean	2003/3, p. 345
<b>LALLEMANT-MOE Hervé Raimana</b> La non-régression en droit français : mythe ou réalité ?	2018/2, p. 333
<b>LALONDE Brice</b> , Tribune libre : Feuille de route pour l'écologie	2015/3, p. 404
<b>LAMBERT Christian</b> , Conclusions sur CAA Paris, 24 septembre 1998, Ministre de l'environnement et Fédération interdépartementale des chasseurs de Paris c/ ASPAS	1999/1, p. 64
<b>LAMBERT-HABIB Marie-Laure</b> , Décentralisation constitutionnelle et environnement	2004/1, p. 17
<b>LAMBERT Marie-Laure, STAHL Lucile, BERNARD-BOUSSIÈRES Anne</b> Risques littoraux : à la recherche d'une « juste » indemnisation par le Fonds Barnier	2019/1, p. 89
<b>LAMY Francis</b> , Conclusions sur Conseil d'Etat, Ass., 25 janvier 2002, Ligue pour la protection des oiseaux	2002/3, p. 429
<b>LANDIVAR Diego et RAMALLIEN Émilie</b> Du sujet de droit à l' <i>hypersujet</i> du droit : une analyse anthropologique comparée du droit des entités de la nature en Bolivie et en Équateur, <i>in Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie</i>	2018/S, p. 71
<b>LANGLAIS Alexandra</b> , Le paradoxe de la création d'un dispositif juridique de suppression conditionné des mesures agroenvironnementales au secours de leur évaluation environnementale	2011/S, p. 125
<b>LANORD Magali</b> , Le plan de développement rural national et son influence sur les "habitats" de la faune sauvage	2001/3, p. 383

**LARRÈRE Catherine**

Changement climatique : et si nous parlions de responsabilité ?,  
*in Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 159

**LARONDE-CLERAC Céline**, Droit pénal de l'environnement 2014/4, p. 651

**LATOUCHE Serge**, Tribune libre : Une société de décroissance est-elle souhaitable ? 2015/2, p. 208

**LATOUR Bruno**, War and peace in a age of ecological conflicts 2014/1, p. 51

**LAUGERI Laure**, Note sous Tribunal administratif de Basse-Terre, ordonnance, 21 février 2014 2014/, p. 709

**LAVALLÉE Sophie, MALJEAN-DUBOIS Sandrine**

L'Accord de Paris : fin de la crise du multilatéralisme climatique ou évolution  
 en clair-obscur ?, *in Dossier COP 21* 2016/1, p. 19

**LAVELLE Sylvain**, Nature, culture et gouvernance : patrimoine écologique et droit démocratique,  
*in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"* 2007/S, p. 159

**LAVRYSEN Luc**, Le contrôle du juge en action : la réalisation d'un projet en zone Natura 2000 :  
 propos introductifs, *in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"* 2009/S, p. 113

**LEBASCLE Yvon**, Rôle et action de l'Etat pour la protection juridique du domaine public,  
*in "Le juge administratif et l'environnement"* 2004/S, p. 181

**LEBRETON Philippe**

Le mouvement dans les écosystèmes, *in Dossier "Droit, mouvement et environnement,  
 considérations sur le déplacement en droit de l'environnement"* 2016/3, p. 493

**LE BRIERO Sébastien**, Regard associatif sur la catastrophe de l'Erika : le naufrage de la  
 contravention de grande voirie, *in "Le juge administratif et l'environnement"* 2004/S, p. 185

**LE BRIS Catherine**

L'humanité, victime ou promesse d'un destin commun ?,  
*in Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 177

**LEBRUN Alain**, Tribunal d'Utrecht, juge des référés, 18 juillet 2008,  
 249791/KG ZA 08-552 (Note : LEBRUN Alain) 2011/4, p. 585

**LECARPENTIER Eric**, La protection des cours d'eau domaniaux au moyen de la contravention  
 de grande voirie, *in "Le juge administratif et l'environnement"* 2004/S, p. 169

**LECLERC Alain**, Comment le commissaire-enquêteur apprécie-t-il la qualité intrinsèque de  
 l'étude d'impact en amont de toute procédure contentieuse ?, *in "Le juge administratif  
 et l'environnement"* 2004/S, p. 95

<b>LECLERC Stéphane</b> , La Communauté européenne et le protocole de Kyoto	2001/1, p. 31
<b>LE CORNEC Erwan</b> , Note sous TA Saint-Denis-de-la-Réunion, 19 février 1997, SOPTOM-Réunion et France Nature Environnement c/ Préfet des DOM-TOM et Ministre des DOM-TOM	1999/1, p. 107
<b>LE CORNEC Erwan</b> , Droit de l'environnement et spécificité juridique des espaces insulaires	2000/1, p. 31
<b>LEDENVIC Philippe</b> Simplification administrative, démocratie environnementale, sécurité juridique : trois objectifs compatibles ?	2017/4, p. 615
<b>LEE Maria</b> , Le nouveau régime de réparation des dommages environnementaux : propos introductifs, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 63
<b>LEFEBVRE Christophe</b> , Eléments de stratégie pour un conservatoire du littoral en Nouvelle-Calédonie, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 95
<b>LEGRAND Isabelle</b> , Conclusions sur Tribunal administratif de Mayotte, 1er juillet 2010, Mme Soilihi	2011/1, p. 123
<b>LE LOUARN Patrick</b> , Démocratie de proximité et protection de l'environnement : la participation du citoyen local	2002/4, p. 589
<b>LE LOUARN Patrick</b> , Les armes émoussées du juge administratif contre les atteintes à l'environnement, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 151
<b>LE LOUARN Patrick</b> , De la "bête noire" au touriste, le droit confronté à l'ouverture des forêts au public	2012/3, p. 453
<b>LE LOUARN Patrick</b> , La gestion du risque d'inondation des zones côtières	2012/S, p. 155
<b>LEMAIRE Fabrice</b> , Les bigs bags utilisés pour la pêche aux bichiques ne portent pas atteinte à la conservation du domaine public et ne constituent pas des déchets. Note sous TA Saint-Denis de la Réunion, 26 février 2015, Hubert c. Préfet de la Réunion	2015/4, p. 752
<b>LE MEUR Loïc</b> , Le contentieux de la loi littoral sur la commune de Ploemeur, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 61
<b>LEMOINE Marion, TABAU Anne-Sophie</b> La conférence Climat de Lima : aller de l'avant en tirant les enseignements du passé	2015/2, p. 310
<b>LEMOINE-SCHONNE Marion</b> La flexibilité de l'Accord de Paris sur les changements climatiques, in Dossier COP 21	2016/1, p. 37
<b>LEMOINE-SCHONNE Marion</b>	

- Quelle perspective pour les instruments de marché sur le climat après l'Accord de Paris ?,  
in « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? » 2017/S, p. 143
- LE MORVAN Didier**, La dimension européenne de la problématique littorale : l'exemple  
de la gestion des risques côtiers 2012/S, p. 207
- LEQUET Pierre**  
Le « devoir de vigilance » : de l'intérêt des normes de management des risques 2017/4, p. 705
- LEOST Raymond, PIEDERRIERE Morgane**, La contribution de France Nature Environnement  
à l'élaboration de la loi Grenelle 2 2010/S, p. 13
- LEOST Raymond**, Le droit de l'affichage publicitaire, dernier invité de la loi Grenelle 2 2010/S, p. 177
- LEOST Raymond**, Les sanctions administratives dans le domaine de la nature, in "Biodiversité  
et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective" 2008/S, p. 51
- LEOST Raymond**, Note sous Cour d'appel de Rennes, 9 septembre 1999, Couvert et Viney 2000/1, p. 99
- LEOST Raymond**, Note sous Cass. crim.20 avril 2000, Fillon 2001/3, p. 436
- LEPAGE Corinne, HUGLO Christian**  
Tribune Libre : Commentaire iconoclaste (?) de "l'accord de Paris", in Dossier COP 21 2016/1, p. 9
- LEPAGE Corinne**, L'accès à la justice en matière environnementale : propos introductifs, in "Le  
juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 23
- LE ROUX Mylène**, Le juge administratif, l'environnement et la contravention de grande voirie,  
in "Le juge administratif et l'environnement" 2004/S, p. 157
- LE ROY Richard**, L'extension de l'urbanisation dans l'article L. 146-4-1 du code de l'urbanisme,  
in "Le juge administratif et l'environnement" 2004/S, p. 51
- LEROY Richard**, La loi Littoral et les activités agricoles 2012/S, p. 137
- LEROUX Emilia**, La sauvegarde de l'environnement antarctique quarante ans après le traité  
originel ou l'émergence d'une conscience écologique 2000/2, p. 179
- LEVANTIS Eleftherios N.**, Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières –  
Greek National Report 2001/S, p. 239
- LIBERSKI-BAGNOUD Danouta**  
La face inappropriable de la Terre. Une autre façon d'instituer le rapport au sol et aux choses  
(Afrique de l'ouest), in *Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 43
- LISSOUCK Félix-François**, Le littoral entre protection renforcée et pression de l'urbanisation.

Réflexions sur la portée des décrets d'application de mars 2004	2005/1, p. 33
<b>LITTMANN-MARTIN Marie-José</b> , Code de l'environnement, droit pénal, procédure pénale : quelques réflexions	2002/S, p. 55
<b>LOPEZ RAMON Fernando</b> , L'environnement dans la constitution espagnole, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 53
<b>LOPEZ RAMON Fernando</b> , Rétrospective de la crise de l'environnement dans un Etat composé de régions autonomes, in "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement"	2013/S, p. 231
<b>LORMETEAU Blanche</b> Regards sur les émissions de gaz à effet de serre dans le mécanisme de compensation écologique, in Dossier « La compensation écologique »	2017/4, p. 671
<b>LOUIS Jean-Jacques</b> , Conclusions sur Cour administrative d'appel de Marseille, 13 septembre 2004, Parc national des Cévennes	2004/4, p. 432
<b>LOZACHMEUR Olivier</b> , L'encadrement de la mise en valeur de la mer par la loi Littoral	2012/S, p. 57
<b>LUCAS Marthe</b> , La compensation environnementale, un mécanisme inefficace à améliorer, in Dossier "La traduction du dommage écologique après la décision du TGI de Paris dans l'affaire Erika ou "La nature n'a pas de prix""	2009/1, p. 59
<b>LUCAS Marthe</b> Quel avenir juridique pour le triptyque ERC ? Retours sur les conclusions de la Commission d'enquête sénatoriale, in Dossier « La compensation écologique »	2017/4, p. 637
<b>MABILE Sébastien</b> , Les parcs naturels marins consacrés par le législateur	2006/2, p. 251
<b>MACHADO Paulo Affonso Leme</b> , La mise en oeuvre de l'action civile publique environnementale au Brésil	2000/1, p. 63
<b>MACHADO Paulo Affonso Leme</b> , Les nouveautés dans la législation brésilienne sur la protection des forêts	2015/1, p. 58
<b>MACNIOCAILL Ross</b> , Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières – Rapport irlandais	2001/S, p. 255
<b>MAJDOUBI Hind</b> Le développement durable en droit marocain : entre utopie et réalité	2016/3, p. 536
<b>MAKOWIAK Jessica</b> , Le juge administratif face aux arrêtés "anti-OGM" : de la censure à l'ouverture ?	2004/4, p. 385

<b>MAKOWIAK Jessica,</b> La participation de la société civile au développement durable, in « Rio+20 »	2012/4, p. 617
<b>MAKOWIAK Jessica</b> Les continuités écologiques : des dynamiques urbaines aux dynamiques normatives, in Les dynamiques urbaines au prisme des sciences sociales	2015/S, p. 37
<b>MAKOWIAK Jessica</b> Editorial : "Il est temps à tout moment"	2016/4, p. 597
<b>MAKOWIAK Jessica</b> Propos introductif, in La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 7
<b>MAKOWIAK Jessica, NAIM-GESBERT Éric</b> Que vive la Revue Juridique de l'Environnement	2016/1, p. 7
<b>MAKOWIAK Jessica</b> Éditorial : À propos de la « sur-transposition » de directives européennes en droit français	2018/4, p. 667
<b>MAKOWIAK Jessica</b> Éditorial : « Et en même temps »	2018/2, p. 219
<b>MAKOWIAK Jessica, MICHALLET Isabelle</b> Chronique : Droit de la protection de la nature	2018/2, p. 367
<b>MAKOWIAK Jessica</b> Éditorial : Installations classées pour la protection de l'environnement : que disent les « chiffres-clefs » ?	2019/2, p. 223
<b>MAKOWIAK Jessica, MICHALLET Isabelle</b> Chronique : Droit de la protection de la nature (2018)	2019/3, p. 607
<b>MAKOWIAK Jessica</b> Éditorial : Lubrizol brûle. Et nous regardons ailleurs	2019/1, p. 661
<b>MALET-VIGNAUX Julie</b> De la loi de 1976 à la loi de 2016, le préjudice écologique : après les hésitations, la consécration, in Dossier De la protection de la nature à la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages	2016/3, p. 617
<b>MALJEAN-DUBOIS Sandrine, DUBOIS Jérôme,</b> Vers une gestion concertée de l'environnement, la directive européenne "Habitat" entre l'ambition et les possibles	1999/4, p. 531

- MALJEAN-DUBOIS Sandrine, WEMAERE Matthieu**, Après Durban, quelle structuration juridique pour un nouvel accord international sur le climat ? 2012/2, p. 269
- MALJEAN-DUBOIS Sandrine, WEMAERE Matthieu**, L'accord à conclure à Paris en décembre 2015 : une opportunité pour "dé" fragmenter la gouvernance internationale du climat ? 2015/4, p. 651
- MANDAOUE Georges**, Coutume et environnement : de l'appréhension à la participation, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives" 2007/S, p. 45
- MANOUEL Mita, NAIM-GESBERT Eric**, Le double visage de la réserve naturelle des Terres australes françaises 2007/4, p. 445
- MARCANGELI Yaelle**, Ecocal : opération de qualification thermique et énergétique dans les logements neufs de Nouvelle-Calédonie, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives" 2007/S, p. 223
- MARCANTONI Pauline**  
Le contrôle des études d'impact ou les ambiguïtés de la distinction des causes juridiques dans le contentieux de l'annulation 2018/1, p. 93
- MARGUENAUD Jean-Pierre**, La Convention d'Aarhus et la Convention européenne des droits de l'homme 1999/S, p. 77
- MARGUENAUD Jean-Pierre**, La loi dite Verdeille à l'épreuve de la Cour Européenne des droits de l'homme : Coup de semonce ou coup de grâce ? (Commentaire de l'arrêt de la CEDH Chassagnou et autres c/ France du 29 avril 1999) 1999/4, p. 517
- MARGUENAUD Jean-Pierre**, Vols de nuit et droit européen des droits de l'Homme 2002/2, p. 171
- MARGUENAUD Jean-Pierre**, Droit de l'homme à l'environnement et Cour européenne des droits de l'homme, in "La charte constitutionnelle en débat" 2003/S, p. 15
- MARGUENAUD Jean-Pierre**, La Charte constitutionnelle de l'environnement face au droit de la Cour européenne des droits de l'homme, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur" 2005/S, p. 199
- MARGUENAUD Jean-Pierre**, La modernisation des dispositions du Code civil relatives aux animaux : l'échappée belle. Commentaire de l'article 2 de la loi n° 2015-177 du 16 février 2015 2015/2, p. 257
- MARGUENAUD Jean-Pierre**, Actualité et actualisation des propositions de René Demogue sur la personnalité juridique des animaux 2015/1, p. 73
- MARIAS Hugues**, Conclusions sur TA de Cergy Pontoise, 27 septembre 2012, Fédération du Val d'Oise pour la pêche et la protection du milieu aquatique 2013/3, p. 451

**MARTIN Betsan**

- Pour un usage « responsable » de la Terre : leçons de la zone pacifique,  
*in Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 121
- MARTIN Gilles**, Le marché d'unités de biodiversité : questions de mise en oeuvre, in  
"Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective" 2008/S, p. 95
- MARTIN Gilles**, Les servitudes conventionnelles au service de la biodiversité, in  
"Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective" 2008/S, p. 123
- MARTIN Gilles-J., THIEFFRY Patrick**, De quelques incidences possibles de la Charte de  
l'environnement sur le droit civil et le droit des affaires, in "La charte constitutionnelle de  
l'environnement en vigueur" 2005/S, p. 161
- MARTIN Gilles**, Commentaire de Cour de cassation, 3ème chambre civile, 17  
mars 2010, SCA Les Salines de Guérande 2011/1, p. 137  
Cour administrative d'appel de Nantes, 1er décembre 2009, Ministre d'Etat, Ministre  
de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de la Mer  
(note : INSERGUET-BRISSET Véronique) 2011/2, p. 281
- MARTIN Gilles**  
La compensation écologique : de la clandestinité honteuse à l'affichage mal assumé,  
*in Dossier De la protection de la nature à la reconquête de la biodiversité,*  
*de la nature et des paysages* 2016/3, p. 603
- MARTIN Gilles**  
Le droit économique de l'environnement, une nouvelle frontière pour la doctrine et  
l'enseignement du droit de l'environnement ?, *in La doctrine en droit de l'environnement* 2016/S, p. 70
- MARTIN Gilles**  
Tribune libre : Doctrine ? Vous avez dit doctrine ? Qu'elle se taise ! 2017/1, p. 9
- MARTIN Gilles**  
La doctrine a le droit d'écrire... C'est même sa fonction !  
Note sous Tribunal correctionnel de Paris, 17ème chambre correctionnelle, 13 janvier 2017 2017/2, p. 334
- MARTIN Gilles**  
Éditorial : Doctrine ? Vous avez dit doctrine ? Qu'elle s'exprime ! 2017/4, p. 613
- MARTIN Gilles J.**  
Synthèse du « Parcours droit » des assises nationales de la biodiversité 2018/1, p. 131
- MARTINI Céline**, Les parcs et réserves naturels en Nouvelle-Calédonie, in "Le droit de  
l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives" 2007/S, p. 73
- MASSENAVETTE Céline**, La reconnaissance législative du domaine public fluvial de la

- Nouvelle-Calédonie, la fin d'une longue période d'insécurité juridique 2011/1, p. 17
- MASOUMI Khazar**  
Enfin un arrêt ennuyeux en matière d'environnement !  
Note sous Cour internationale de Justice, 16 décembre 2015, affaires jointes  
Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière  
(Costa Rica c. Nicaragua ; Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan  
(Nicaragua c. Costa Rica) 2017/2, p. 343
- MASOUMI Khazar**  
Et la montagne accoucha d'un éléphant : l'avènement de l'indemnisation du préjudice environnemental  
dans la jurisprudence de la CIJ : note sous Cour Internationale de Justice, 2 février 2018,  
Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua) 2018/3, p. 615
- MASTOR Wanda**, La justice américaine et les cultures génétiquement modifiées 2012/1, p. 89
- MATHIEU Bertrand**, Le principe de précaution - Propos introductifs 2000/S, p. 9
- MATHIEU Bertrand**, La Charte et le conseil constitutionnel : point de vue, in "La charte  
constitutionnelle de l'environnement en vigueur" 2005/S, p. 131
- MATTEI Ugo, QUAERTA Alessandra**  
Théorie du droit. Principles of Legal Commoning 2017/1, p. 67
- MAYER Benoît**  
Enjeux et résultats de la COP21, in Dossier COP 21 2016/1, p. 13
- MEKOUAR Ali, TALLA Patrice**, Elimination de la pauvreté, sécurité alimentaire et  
agriculture durable, in « Rio+20 » 2012/4, p. 47
- MEKOUAR Ali, TALLA Patrice**, Développement durable des montagnes, in « Rio+20 » 2012/4, p. 653
- MEKOUAR Mohamed Ali**  
La Déclaration de New York sur les forêts du 23 septembre 2014 : quelle valeur ajoutée ? 2015/3, p. 463
- MEKOUAR Mohamed Ali**  
L'Afrique à l'épreuve de l'Accord de Paris : ambitions et défis,  
in « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? » 2017/S, p. 59
- MESNARD André-Hubert**, Les politiques du patrimoine culturel au Canada et au Québec,  
et l'action des fondations 1999/2, p. 231
- MESNARD André-Hubert**, *Laudato si* : l'encyclique du pape François sur la sauvegarde  
de la maison commune 2015/4, p. 605

- MEYER Nadège**, Le renforcement du volet répressif ?, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives" 2007/S, p. 57
- MEYER Nadège, DAVID Carine**, Discours d'ouverture, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives" 2007/S, p. 21
- MEYNIER Adeline**  
La notion de mouvement en droit de l'environnement, *in* Dossier "Droit, mouvement et environnement, considérations sur le déplacement en droit de l'environnement" 2016/3, p. 425
- MICALLEF Joseph**, L'étendue du contrôle du juge dans les Etats membres : Malte, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 89
- MICHALLET Isabelle**, L'accord sur la conservation des albatros et des pétrels : la protection de la biodiversité marine face à l'industrie de la pêche 2007/2, p. 187
- MICHALLET Isabelle**  
La migration animale, un phénomène juridique, *in* Dossier "Droit, mouvement et environnement, considérations sur le déplacement en droit de l'environnement" 2016/3, p. 508
- MICHALLET Isabelle, JANIN Patrick**  
Un colloque en hommage à Jean Untermaier, *in* Dossier "Droit, mouvement et environnement, considérations sur le déplacement en droit de l'environnement" 2016/3, p. 423
- MICHALLET Isabelle**  
De l'action locale au droit global : l'engagement climatique des villes, *in* « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? » 2017/S, p. 105
- MICHELOT Agnès**, Egalité des sexes, autonomisation des femmes, in « Rio+20 » 2012/4, p. 631
- MICHELOT Agnès**, Principe de responsabilité commune mais différenciée, in « Rio+20 » 2012/4, p. 633
- MICHELOT Agnès**, Avant-propos, *in* Droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ? 2014/S, p. 5
- MICHELOT Agnès**, De nouvelles avancées en droit international de l'environnement ? 2014/4, p. 732  
Note sous Cour internationale de justice, 31 mars 2014, Australie c. Japon ; Nouvelle-Zélande (intervenant)
- MICHELOT Agnès**  
La justice climatique et l'Accord de Paris sur le climat, *in* Dossier COP 21 2016/1, p. 71
- MICHELOT Agnès**  
Propos conclusifs, *in* La doctrine en droit de l'environnement 2016/S, p. 351
- MICHELOT Agnès**

Préface, <i>in</i> « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? »	2017/S, p. 5
<b>MICHELOT Agnès</b> Le « système Océan », un enjeu de solidarité écologique, <i>in</i> Dossier « L'Océan au-delà des juridictions nationales : la dernière frontière ? »	2019/2, p. 233
<b>MIGUEL PERALES de Carlos</b> , Questions d'un avocat, <i>in</i> "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 131
<b>MIKOSZ Ryszard</b> , L'étendue du contrôle du juge dans les Etats membres : La Pologne, <i>in</i> "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 97
<b>MISONNE Delphine</b> La doctrine au défi des lobbies : ignorer ou décrypter les nouveaux concepts proposés ?, <i>in</i> La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 253
<b>MOLINER-DUBOST Marianne</b> , Le droit de chacun de respirer un air qui ne nuise pas à sa santé	2003/4, p. 431
<b>MOLINER-DUBOST Marianne</b> , Les détenus ont-ils le droit de vivre dans un environnement sain (ou sont-ils condamnés à vivre dans un environnement tabagique) ?	2012/1, p. 9
<b>MOLINER-DUBOST Marianne</b> , La loi sur l'indépendance de l'expertise en matière de santé et d'environnement et la protection des lanceurs d'alerte : un titre prometteur mais un contenu décevant	2013/3, p. 415
<b>MOLINER-DUBOST Marianne</b> , Les lanceurs d'alerte dans le domaine de l'environnement, <i>in</i> "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement"	2013/S, p. 87
<b>MOLINER-DUBOST Marianne</b> , Note sous Conseil d'Etat, 5 mars 2014, Fédération française des distributeurs automobiles indépendants n° 363838	2015/1, p.116
<b>MOLINER-DUBOST Marianne</b> Le territoire du risque, <i>in</i> Dossier "Droit, mouvement et environnement, considérations sur le déplacement en droit de l'environnement"	2016/3, p. 468
<b>MONEDIAIRE Gérard</b> , L'accès à la justice communautaire en matière d'environnement au miroir de la Convention d'Aarhus	1999/S, p. 63
<b>MONEDIAIRE Gérard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Urbanisme (Schémas et plans)	1999/2, p. 292
<b>MONEDIAIRE Gérard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative – Urbanisme	2000/2, p. 286
<b>MONEDIAIRE Gérard</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Urbanisme (Schémas et plans)	2001/3, p. 529

- MONEDIAIRE Gérard**, Panorama de la jurisprudence administrative - Urbanisme  
: Schémas et plans 2002/3, p. 513
- MONEDIAIRE Gérard**, Panorama de la jurisprudence administrative - Urbanisme  
: schémas et plans 2003/2, p. 258
- MONEDIAIRE Gérard**, Panorama de la jurisprudence administrative - Urbanisme  
: schémas et plans 2004/2, p. 219
- MONEDIAIRE Gérard**, Panorama de la jurisprudence administrative : Urbanisme  
: schémas et plans 2005/2, p. 241
- MONEDIAIRE Gérard**, Note sous Cour administrative d'appel de Lyon, 5 avril 2005,  
Association pour la préservation des paysages exceptionnels du Mézenc 2006/1, p. 51
- MONEDIAIRE Gérard**, Panorama de la jurisprudence administrative : Urbanisme  
: schémas et plans 2006/2, p. 235
- MONEDIAIRE Gérard**, Panorama de la jurisprudence administrative : Urbanisme  
: schémas et plans 2007/3, p. 405
- MONEDIAIRE Gérard**, Panorama de la jurisprudence administrative : Urbanisme  
: schémas et plans 2008/2, p. 241
- MONEDIAIRE Gérard**, La participation du public à l'élaboration des actes réglementaires de l'Etat  
et de ses établissements publics en matière d'environnement : la nécessité d'une loi Grenelle III ? 2010/S, p. 223
- MONEDIAIRE Gérard**, Le pilier social du développement durable, in « Rio+20 » 2012/4, p. 663
- MONEDIAIRE Gérard**, La participation du public à l'élaboration des actes réglementaires dans  
le domaine de l'environnement : en 2012, une loi Grenelle II et demi 2013/3, p. 399
- MONEDIAIRE Gérard, NAIM-GESBET Eric, RADIGUET Rémi**, Propositions pour un statut  
juridique de l'expertise scientifique des collectivités territoriales, in "La clarification des  
compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement" 2013/S, p. 69
- MONTEDURO Massimo**  
La notion juridique d'environnement à la lumière de la définition donnée par  
le législateur italien 2016/2, p. 269
- MONTEILLET Sylvain**, De la responsabilité pénale des faucheurs jugés à Orléans.  
Un état des lieux du cadre juridique des OGM. Commentaire sous Tribunal de grande  
instance d'Orléans, correct., 9 décembre 2005, n° 2345/S3/2005 et Cour d'appel d'Orléans,  
ch. correct. 27 juin 2006, A. 2007/1, p. 56
- MONTEIRO Evelyne**, Vers un droit répressif de l'écosystème ?, in Le droit répressif,

- quelles perspectives pour le droit de l'environnement ? 2014/S, p. 195
- MONTILLET Philippe**  
Les PNR franciliens, la planification et l'aménagement du territoire,  
*in* Dossier « Les PNR 1967-2017 » 2018/2, p. 275
- MONTRIEUX Vincent**  
Le ministère en charge de l'Écologie, victime consentante ?, *in* « 50 ans de contentieux  
de l'environnement - L'apport du mouvement associatif » 2019/S, p. 97
- MORAGA Pilar**, La réparation du préjudice écologique : le Chili,  
*in* Dossier "Regards thématiques sur le droit comparé de l'environnement" 2015/2, p. 250
- MORALES Martin**  
La loi PACTE et la prise en compte des considérations sociales et environnementales  
en droit des sociétés : une réforme en trompe l'oeil ? 2019/2, p. 339
- MORAND-DEVILLER Jacqueline**, Conclusions : Le juge administratif et l'environnement",  
*in* "Le juge administratif et l'environnement" 2004/S, p. 193
- MORAND-DEVILLER Jacqueline**, La charte de l'environnement et le débat idéologique, *in*  
"La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur" 2005/S, p. 97
- MORIN Michel**, La gestion du patrimoine naturel et le droit de la concurrence. Réflexion  
autour de l'arrêt du 12 septembre 2013 rendu par le Tribunal de la Cour de Justice de  
l'Union européenne dans l'affaire T-347/09, Allemagne c. Commission 2014/1, p. 13
- MORIN Michel**, Bien-être animal et commerce international : l'affaire des produits  
dérivés du phoque devant l'OMC 2015/2, p. 282
- MOROT-MONOMY Camille**  
Panorama de la jurisprudence : Droit administratif :  
Gratte-ciels en bois : feu vert du Conseil d'État 2017/3, p. 597
- MOULINAS Gérard**, Introduction, *in* "Les parcs naturels régionaux et le droit" 2006/S, p. 7
- MOUTTE J.-F.**, L'évolution de l'application de la loi Littoral par le juge administratif 2012/S, p. 173
- MULONGOY Kalemani Jo**, Questions liées à la diversité biologique durant l'étape  
d'estimation préliminaire des lignes directrices sur les études d'impact et l'évaluation  
environnementale stratégique de la Convention sur la diversité biologique 2011/S, p. 35
- MULONGOY Kalemani Jo**, Les approches d'atténuation et d'adaptation aux changements  
climatiques fondées sur les écosystèmes 2011/S, p. 29

<b>NADAL Jean-Louis</b> , Qu'est devenu l'enfant de Rio ?, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 15
<b>NADAUD Séverine</b> , Principe de précaution et responsabilité civile des personnes physiques privées : la position prudente de la cour de cassation : note sous Cour de cass. 3 ème ch. civ., 3 mars 2010, SA des eaux minérales de Vals c/ Di Mayo	2010/4, p. 690
<b>NADAUD Séverine, MARGUENAUD Jean-Pierre</b> , Chronique des arrêts de la CEDH 2008-2009. Arrêts Tatar, Fägerskiöld, Borysiewicz et Boudaïeva	2010/1, p. 61
<b>NADAUD Séverine, MARGUENAUD Jean-Pierre</b> , Chronique des arrêts de la CEDH 2009-2010 : arrêts Depalle et Brosset-Triboulet c/ France ; Caron et autres c/ France ; Bacilia c/ Roumanie ; Oluic c/ Croatie	2010/4, p. 657
<b>NADAUD Séverine et MARGUENAUD Jean-Pierre</b> , Chronique des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme (2010-2011) - Arrêts Ivan van Atanasov, Herrmann, Mangouras, Consorts Richet et Le Ber, Deés, Mileva, Dubetska, Florea et Elefteriadis	2011/4, p. 563
<b>NADAUD Séverine, MARGUENAUD Jean-Pierre</b> , Chronique des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme (août 2011/juillet 2012)	2012/4, p. 697
<b>NADAUD Séverine, MARGUENAUD Jean-Pierre</b> , Chronique des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme	2013/4, p. 657
<b>NADAUD Séverine</b> , L'adoption de la loi n° 2015-136 du 9 février 2015 relative à l'exposition aux ondes électromagnétiques : premier pas encourageant ou régression décourageante ?	2015/3, p. 423
<b>NADAUD Séverine, MARGUENAUD Jean-Pierre</b> Chronique des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme 2013-2014	2015/1, p. 84
<b>NADAUD Séverine, MARGUÉNAUD Jean-Pierre</b> Chronique des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme	2017/1, p. 83
<b>NADAUD Séverine, MARGUÉNAUD Jean-Pierre</b> Chronique des arrêts de la Cour européenne des droits de l'Homme (2017-2018)	2019/1, p. 145
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Maturité du droit de l'environnement	2010/2, p. 231
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Biodiversité et changement climatique : la méthode et le discours	2012/2, p. 295
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Editorial : S'adapter ou mourir	2013/1, p. 5
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Editorial : Un droit ouvert sur le donné	2013/2, p. 197
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Lumières du principe de précaution. A propos de la résolution du 1er février 2012 de l'Assemblée nationale	2013/2, p. 199

<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Editorial : De la peine	2013/3, p. 397
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Editorial : Le monde de la précaution. Sur le grand arrêt CE, ass. 12 avril 2013, Association Coordination Interrégionale Stop THT et autres, n° 342409	2013/4, p. 589
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Les fondements pour une expertise scientifique dans l'exercice des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement, <i>in</i> "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement"	2013/S, p. 62
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Editorial : Pour une théorie générale du droit de l'environnement	2014/1, p. 5
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Editorial : Un droit avec l'environnement	2014/2, p. 213
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Editorial : Espèce nuisible : donné ou construit ?	2014/3, p. 409
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Editorial : Peuple autochtone, éthique et générations futures. A propos de l'arrêt Cour Suprême du Canada, 2014.06.26, Nation Tsihqot'in c. Colombie-Britannique (2014 CSC 44)	2014/4, p. 609
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Editorial : L'étude d'impact écologique	2015/4, p. 597
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Editorial : Causes du droit général de l'environnement	2015/3, p. 401
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Editorial : L'indicible intérêt environnemental	2015/2, p. 205
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> , Editorial : L'écosystème saisi par le droit	2015/1, p. 5
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> L'acclimatation moderne de la Cité, <i>in</i> Les dynamiques urbaines au prisme des sciences humaines	2015/S, p. 5
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Éditorial : Accord de Paris sur le climat : commencement d'une mutation de notre temps ?	2016/2, p. 210
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Éditorial : Plaidoyer pour un droit environnemental ( <i>Pax natura</i> )	2016/3, p. 417
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> L'accord du nom et de la chose, <i>initium</i> du droit de l'environnement, <i>in</i> La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 13
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Éditorial : Le service élémentaire, imaginaire du service public environnemental : de la non-régression à l'échelle de la viabilité	2017/1, p. 5
<b>NAIM-GESBERT Éric</b>	

Éditorial : Refaire le droit de la montagne	2017/2, p. 205
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Éditorial : Êtres et choses en droit de l'environnement : l'appel du sacré	2017/3, p. 405
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Accès aux documents des institutions européennes	2018/4, p. 841
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pollution de l'eau	2018/4, p. 856
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pollution marine	2018/3, p. 648
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Éditorial : Où est le droit de l'environnement outre-mer ?	2018/1, p. 5
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Éditorial : Que le droit de l'environnement soit une langue vivante ! Du nominalisme et de ses effets sur le statut de la nature : définition de l'équité environnementale	2018/3, p. 449
<b>NAIM-GESBERT Éric, PEYEN Loïc</b> La responsabilité de l'État du fait de l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature : L'arrêt <i>Association pour le développement de l'aquaculture en région Centre et autres</i> , quinze ans après	2018/2, p. 229
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Éditorial : Voir les choses à leur vrai début : de l'histoire en droit de l'environnement	2019/1, p. 5
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> Éditorial : De la précaution comme vrai principe environnemental	2019/3, p. 453
<b>NAIM-GESBERT Éric</b> La loi de 1919 sur l'énergie hydraulique : retour et reprises	2019/3, p. 475
<b>NAKOU Fogan</b> , Les actions en responsabilité civile dans la survenance des préjudices nés des effets néfastes des changements climatiques devant les juridictions américaines	2011/3, p. 317
<b>NAMIECH Robert</b> , Vingt ans d'interprétation restrictive de l'article L.112-16 du code de la	

construction et de l'habitation	2001/1, p. 47
<b>NDIAYE Aïssatou</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Déchets	2013/4, p. 783
<b>NDIAYE Aïssatou</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Eau	2013/2, p. 371 2013/4, p. 784
<b>NDIAYE Aïssatou</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Qualité de l'air	2013/2, p. 372
<b>NDIAYE Aïssatou</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Produits chimiques	2013/2, p. 377
<b>NDIAYE Aïssatou</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Produits chimiques	2014/1, p. 192
<b>NDIOR Valère</b> Les organisations internationales et l'érosion côtière, <i>in</i> Dossier « Les aspects juridiques de l'érosion côtière »	2019/1, p. 71
<b>NEGRI Vincent</b> , L'interdiction de construire en zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager : une nouvelle voie ? Note sous TA Grenoble, 27 mai 1998, Dame Pernoud et autres	1999/2, p. 259
<b>NEGRI Vincent</b> , Panorama de la jurisprudence administrative – Protection des sites et des monuments	2000/3, p. 501
<b>NEGRI Vincent</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Monuments et sites	2001/3, p. 518
<b>NEGRI Vincent</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Protection des sites et des monuments	2002/2, p. 280
<b>NEGRI Vincent</b> , La motivation des mises en demeure de sauvegarde du patrimoine protégé. Note sous CAA Douai, 13 novembre 2001, Ministre de la Culture et de la Communication c/ Société Kennedy Roussel	2002/3, p. 460
<b>NEGRI Vincent</b> , L'usage de la compensation pour les constructions en site classé : Note sous CE, 29 juillet 2002, Association Seine-et-Marnaise pour la sauvegarde de la nature	2003/3, p. 351
<b>NEGRI Vincent</b> , Panorama de la jurisprudence administrative- Protection des sites et des monuments	2003/3, p. 390
<b>NEGRI Vincent</b> , La protection du patrimoine au XXe siècle. Note sous Conseil d'Etat, 29 juillet 2002, Caisse d'allocations familiales de Paris	2004/2, p. 159
<b>NEGRI Vincent</b> , Les servitudes d'inconstructibilité instituées par les zones de protection du patrimoine architectural et urbain. Note sous CAA Nancy 18 décembre 2003, Ministre de la culture et de la communication	2005/3, p. 357

- NEGRI Vincent**, Panorama de la jurisprudence administrative : Protection des sites et des monuments 2005/4, p. 477
- NEGRI Vincent**, Panorama de la jurisprudence administrative : Protection des sites et des monuments 2006/3, p. 353
- NEYRET Laurent**, Pour la reconnaissance du crime d'écocide, *in* Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ? 2014/S, p. 179/S
- NGO Mai-Anh, CHARLIER Christophe**, Le choix du non-OGM dans un contexte de coexistence 2013/4, p. 613
- NIKOLOPOULOS T., HAIDARLIS M.**, L'environnement, la jurisprudence et la protection de l'environnement en Grèce, *in* "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur" 2005/S, p. 63
- NOARS F.**, Discours d'ouverture, *in* "Les 25 ans de la loi Littoral" 2012/S, p. 9
- NOMURA Toyohiro**, Le droit japonais de la responsabilité des dommages nucléaires et son évolution après l'accident de Fukushima 2014/4, p. 629
- NORD-WAGNER Magalie**, Note sous Cour de justice des Communautés européennes, 13 septembre 2005, affaire C-176/S3 2006/4, p. 446
- NORDBERG Lauri**, Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières – National Report : Finland 2001/S, p. 163
- NOUZHA Christophe**, Réflexions sur la contribution de la Cour Internationale de Justice à la protection des ressources naturelles 2000/3, p. 391
- OHLEN Isabelle**, Discours d'ouverture, *in* "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives" 2007/S, p. 13
- OLIN Nelly**, Discours de clôture, *in* "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur" 2005/S, p. 267
- ORAL Nilufer**, The legal framework of cooperation for protection of marine biodiversity in the Black Sea 2012/2, p. 255
- ORAISON André**, Gestion ou cogestion des "réserves naturelles" créées sur les îles Eparses de la Zone Sud-Ouest de l'océan Indien et du canal de Mozambique ? 2001/1, p. 5
- ORAISON André**, La position et le rôle particulier de certains Etats dans le processus de protection du continent antarctique 2005/2, p. 147
- OTSUKA Tadashi**, Les répercussions sur l'homme : l'accident de Fukushima, *in* Dossier "Regards thématiques sur le droit comparé de l'environnement" 2015/2, p. 242
- OUEDRAOGO Clarisse**, Les sanctions alternatives et complémentaires aux peines classiques en droit de l'environnement : étude comparative (France et Burkina-Faso) 2000/4, p. 533

**PACCAUD Françoise**

L'assemblée générale des Nations Unies pour l'environnement : un premier essai non transformé du PNUÉ 2014/4, p. 641

**PAGEAUX Mathieu**, Panorama de la jurisprudence : CJUE : Substances dangereuses 2010/3, p. 573

**PAGEAUX Mathieu**, Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Politique agricole commune 2012/1, p. 203

**PAPON-VIDAL Patricia**, De la réattribution des alluvions dans un contexte d'ouvrages Hydroélectriques 2000/4, p. 521

**PARDINI Jean-Jacques**, La plage "saisie" par les règles de la domanialité publique, protection ou surprotection ? 2014/3, p. 419

**PASSER Jan**, La directive 2004/35 en République tchèque, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 69

**PEREIRA DE ANDRADE Priscila**

La contribution limitée des Conférences des Parties aux conventions environnementales pour assurer un développement durable des biocarburants 2016/4, p. 729

**PEREZ-CORREA Sergio, DEMENOIS Julien, WEMAERE Matthieu**, Le régime des crédits carbone générés par les projets de boisement ou de reboisement dans le cadre d'un mécanisme pour un développement propre : un défi pour les juristes et les développeurs de projet 2011/3, p. 345

**PEREZ Michaël**, Panorama de la jurisprudence administrative : Urbanisme : Schémas et plans 2011/3, p. 447

**PEREZ Michaël**, Biodiversité et droit de l'urbanisme, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective" 2008/S, p. 179

**PEREZ Michaël**, Panorama de la jurisprudence administrative : Urbanisme : schémas et plans 2010/3, p. 555

**PERINET-MARQUET Hughes**, Note sous TA Lyon, 29 septembre 1999, Mme Laurent c/ Commune de Bourg-en-Bresse 2000/3, p. 454

**PERNOT Alexis**, Conclusions sur Tribunal administratif de Besançon, 1ère chambre, 25 février 2010, M. G., M. C. et Syndicat des propriétaires forestiers de Franche-Comté c/ Préfet de Haute-Saône 2011/1, p. 112

Cour administrative d'appel de Marseille, 24 janvier 2011, Société Sita Sud, Ministre de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement et Communauté d'agglomération de Montpellier (conclusions DELIANCOURT Samuel) 2011/2, p. 307

**PETILLION Uguette**, La répression des atteintes à l'environnement : réflexions autour de la compétence internationale du juge pénal français,

- in* Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ? 2014/S, p. 99
- PETIT Yves**, Le droit international de l'environnement à la croisée des chemins : globalisation versus souveraineté nationale 2011/1, p. 31
- PETITIMBERT Rémy**  
La compensation comme instrument de management du vivant.  
Un point de vue depuis la science politique, *in* Dossier « La compensation écologique » 2017/4, p. 659
- PETITPIERRE Anne**, Chronique de droit suisse de l'environnement 2013/2, p. 247
- PETROU Christophe A.**, Les nouveaux enjeux de la politique de l'environnement en Grèce (2005-2011) 2011/4, p. 531
- PEYEN Loïc**, Les réponses hésitantes du Conseil constitutionnel sur l'interdiction du recours à la fracturation hydraulique, note sous Conseil constitutionnel, décision n° 213-346 QPC du 11 octobre 2013, Société Schuepbach Energy LLC 2014/1, p. 96
- PEYEN Loïc**  
Le contenu de l'évaluation des incidences dans les zones Natura 2000 précisé.  
Note sous Conseil d'Etat, 13 décembre 2013, n° 349541 2014/2, p. 333
- PEYEN Loïc**, De l'existence autochtone à la propriété : *agere sequitur esse*.  
Note sous Cour suprême du Canada, 26 juin 2014, Nation Tsilhqot'in c. Colombie-Britannique 2014/4, p. 718
- PEYEN Loïc**,  
Ville et environnement, *in* Les dynamiques urbaines au prisme des sciences humaines 2015/S, p. 117
- PEYEN Loïc**, De la relativité de l'obligation de joindre l'étude d'impact au dossier de demande de permis de construire. Note sous Conseil d'Etat 25 février 2015, n° 367335 2015/3, p. 538
- PEYEN Loïc**, De la non-exhaustivité de la notice explicative en matière d'enquête publique, note sous Conseil d'Etat, 27 juillet 2015, n° 382625 2015/3, p. 533
- PEYEN Loïc**  
Le schéma régional d'aménagement, un instrument privilégié de développement durable dans l'outre-mer : note sous Conseil d'Etat, 5 mars 2014, n° 363871 2015/1, p. 131
- PEYEN Loïc**  
Précisions sur le déclassement d'un site classé : Note sous Conseil d'État, 16 octobre 2015, M. A... B..., n° 373850 2016/2, p. 390
- PEYEN Loïc**  
Mise en perspective : Présentation générale 2018/2, p. 227
- PEYEN Loïc**  
Introduction, *in* Mise en perspective :

- La loi du 16 octobre 1919 relative à l'électricité hydraulique, cent ans après 2019/3, p. 457
- PHILIPP Renate**, Le contrôle du juge en action : la réalisation d'un projet en zone Natura 2000 : Allemagne, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 121
- PICOD Fabrice**, Charte de l'environnement et droit communautaire, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur" 2005/S, p. 209
- PIERATI Gertrude, PRAT Jean-Luc**, Droit, économie, écologie et développement durable : des relations nécessairement complémentaires mais inévitablement ambiguës 2000/3, p. 421
- PIERRON Jean-Philippe**  
La pensée et le mouvant : le droit à l'épreuve de l'environnement, in Dossier "Droit, mouvement et environnement, considérations sur le déplacement en droit de l'environnement" 2016/3, p. 439
- PIETTE Dorian**  
Présentation, in Dossier «La compensation écologique» 2017/4, p. 619
- PIGRAU Antonio**, Les moyens de mise en oeuvre, in « Rio+20 » 2012/4, p. 691
- PIERRON Jean-Philippe**  
La pensée et le mouvant : le droit à l'épreuve de l'environnement, in Dossier "Droit, mouvement et environnement, considérations sur le déplacement en droit de l'environnement" 2016/3, p. 439
- PIROTTE Charles**, L'accès à la justice en matière d'environnement en Europe : état des lieux et perspectives d'avenir, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 25
- PLAS Pascal, TEXIER Pascal**, La production de la ville aux XIX-XXème siècles, architecture et paysage urbain à Limoges : de l'inachèvement, in Les dynamiques urbaines au prisme des sciences humaines 2015/S, p. 11
- POLIZZI Francis**, Conclusions sur TA Rouen, 25 avril 2002, Association Ecologie pour Le Havre c/ Préfet de la Seine-Maritime 2003/1, p. 109
- PONCELET Charles**, L'arrêt Solvay c/ Région wallonne : la technique de ratification législative des permis devant la Cour de justice : Note sous CJUE 16 février 2012, Marie-Noëlle Solvay e.a. c/ Région wallonne 2013/1, p. 95
- PONTIER Jean-Marie**, La plage et l'ordre public 2014/3, p. 465
- POTTIER Antonin**  
Comment partager l'atmosphère ? Une introduction à la justice climatique, in *Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 143

<b>POZZO Barbara</b> , La réparation du préjudice écologique, l'Italie, in Dossier "Regards thématiques sur le droit comparé de l'environnement"	2015/2, p. 254
<b>PRIEUR Julien</b> , Développement durable : stratégie et objectifs, in « Rio+20 »	2012/4, p. 643
<b>PRIEUR Loïc</b> , Note sous Cour administrative d'appel de Douai, 13 octobre 2011, Commune du Touquet-Paris-Plage	2012/3, p. 544
<b>PRIEUR Loïc</b> , L'accès au rivage	2012/S, p. 93
<b>PRIEUR Loïc</b> , L'application des règles relatives à la bande de cent mètres et aux espaces proches du rivage aux communes littorales riveraines des estuaires et des deltas : Note sous CAA Nantes, 17 février 2012, Commune de Camoël	2013/1, p. 76
<b>PRIEUR Loïc</b> , La notion de hameau nouveau intégré à l'environnement dans la loi littoral. A propos de l'arrêt du Conseil d'Etat "Commune de Bonifacio" du 3 avril 2014	2015/4, p. 743
<b>PRIEUR Michel</b> , La convention d'Aarhus, instrument universel de la démocratie environnementale	1999/S, p. 9
<b>PRIEUR Michel</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Etude d'impact	1999/2, p. 273
<b>PRIEUR Michel</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Etude d'impact	2002/1, p. 112
<b>PRIEUR Michel</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Etude d'impact	2003/1, p. 130
<b>PRIEUR Michel</b> , L'importance de la réforme constitutionnelle, in "La Charte constitutionnelle en débat"	2003/S, p. 7
<b>PRIEUR Michel</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Etude d'impact	2004/1, p. 92
<b>PRIEUR Michel</b> , L'environnement est entré dans la constitution, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 25
<b>PRIEUR Michel</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Etude d'impact	2005/3, p. 363
<b>PRIEUR Michel</b> , Quel avenir pour les espaces naturels sensibles ?	2006/2, p. 185
<b>PRIEUR Michel</b> , Nucléaire, information et secret défense, Débat Public – Caen, 14 novembre 2005	2006/3, p. 289
<b>PRIEUR Michel</b> , Les conséquences juridiques de l'inscription d'un site sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 101
<b>PRIEUR Michel</b> , Paysage et biodiversité, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection	

de la nature : réflexion prospective"	2008/S, p. 185
<b>PRIEUR Michel</b> , Editorial	2010/1, p. 5
<b>PRIEUR Michel</b> , Du Grenelle de l'environnement à la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement	2010/S, p. 7
<b>PRIEUR Michel</b> , Instruments internationaux et évaluation environnementale de la biodiversité : enjeux et obstacles	2011/S, p. 7
<b>PRIEUR Michel</b> , Introduction à Rio+20 ou l'avenir que nous ne voulons pas	2012/4, p. 609
<b>PRIEUR Michel</b> , Vers la reconnaissance du principe de non-régression, in « Rio+20 »	2012/4, p. 615
<b>PRIEUR Michel</b> , Le protocole de Madrid à la Convention de Barcelone relatif à la gestion intégrée des zones côtières de la Méditerranée	2012/S, p. 215
<b>PRIEUR Michel</b> , Éditorial : 40 ans après : Pourquoi une revue juridique de l'environnement ?	2016/1, p. 5
<b>PRIEUR Michel</b> Avant-propos, in La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 5
<b>PRIEUR Michel</b> Une vraie fausse création juridique : le principe de non régression, in La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 319
<b>PRIEUR Michel</b> Tribune libre : L'Union européenne menace la Convention d'Aarhus sur l'accès à la justice en matière d'environnement	2018/2, p. 223
<b>PRIEUR Michel</b> Tribune libre : Que faut-il faire pour l'Amazonie ?	2019/4, p. 665
<b>PEYEN Loïc</b> Introduction, in Mise en perspective : La loi du 16 octobre 1919 relative à l'électricité hydraulique, cent ans après	2019/3, p. 457
<b>QUIMBERT Mikaël</b> , Pêches maritimes de loisir et gestion des ressources halieutiques : problématique et propositions	2008/3, p. 281
<b>QUIMBERT Mikael</b> , Les récifs artificiels : autorisation d'immersion, régime d'occupation du domaine public et cadre d'exploitation en droit français	2005/2, p. 121
<b>RADE Christophe</b> , Le principe de précaution, une nouvelle éthique de la responsabilité ?	2000/S, p. 75

- RADIGUET Rémi**, Note sous Conseil d'Etat, 30 septembre 2011, Fédération départementale des chasseurs de la Haute-Savoie 2012/2, p. 326
- RADIGUET Rémi**, Le référé-suspension, terre d'élection pour un contrôle juridictionnel de l'intérêt écologique : Note sous TA Dijon, ord. 19 juin 2012, M. Antonio Meijas de Haro ; TA Dijon, ord. 2 octobre 2012, M. Antonio Meijas de Haro ; TA Dijon, ord. 27 février 2013, M. Antonio Meijas de Haro 2013/3, p. 487
- RADIGUET Rémi**,  
Pour une interprétation stricte des critères de dérogation au statut d'espèce protégée : note sous CAA Lyon, 16 décembre 2016, Union régionale Fédération Rhône-Alpes de protection de la nature et a. 2017/3, p. 587
- RADIGUET Rémi**  
L'accueil difficile du droit de l'Homme à l'environnement sur le terrain du référé-liberté : note sous TA Nice, juge des référés, ordonnance du 7 juillet 2017, Commune de Gilette, n° 1702655 2018/2, p. 426
- RADIGUET Rémi**  
La protection de l'environnement, facteur de renouvellement du contrôle de l'utilité publique : note sous CE, 9 juillet 2018, Commune de Villiers-le-Bâcle et a., n° 410917 2018/4, p. 811
- RADIGUET Rémi**  
Érosion côtière et domanialité publique : quand la nature fait loi, *in* Dossier « Les aspects juridiques de l'érosion côtière » 2019/1, p. 31
- RAINAUD Anne**  
Les certificats d'économies d'énergie : nature hybride d'un outil de l'État piloté par les acteurs économiques 2016/1, p. 105
- RALSER Elise**, Les pesticides ou la peste du nouveau siècle : seulement une question d'étiquette ? : Note sous CA de Nancy, 21 mars 2013, Fonds de garantie des victimes des actes de terrorisme et d'autres infractions c/ Monsieur Marchal 2013/4, p. 694
- RANDIER Céline**, L'application de la directive Habitats dans les zones de montagne : l'exemple de l'arc alpin 2011/4, p. 493
- RANDRIANANDRASANA Ianjatiana**  
La protection constitutionnelle de l'environnement à Madagascar 2016/1, p. 122
- RAVARINI Georges**, L'étendue du contrôle du juge dans les Etats membres : propos introductifs, *in* "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 87
- RAYMOND D.**, Conclusions sur TA Poitiers, 8 octobre 1998, Fédération départementale d'exploitants

agricoles de la Charente-Maritime et autres c/ Préfet de la Charente-Maritime	1999/1, p. 93
<b>REESE Moritz</b> , En droit allemand : « From Command and Control to Flexible Steering and Return », in Dossier "Regards thématiques sur le droit comparé de l'environnement	2015/2, p. 216
<b>REESE Moritz</b> , Les conditions d'installation d'une activité industrielle en droit allemand, in Dossier "Regards thématiques sur le droit comparé de l'environnement"	2015/2, p. 227
<b>REHBINDER Eckard</b> , Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières – Legal Aspects of Integrated Management of Coastal Zones in Germany	2001/S, p. 215
<b>REHBINDER Eckard</b> , Climat et forêts, in « Rio+20 »	2012/4, p. 685
<b>REHBINDER Eckhard</b> Le positionnement de la doctrine en droit de l'environnement en Allemagne, <i>in</i> La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 283
<b>REHBINDER Eckard</b> Les parcs naturels en droit allemand, <i>in</i> Dossier « Les PNR 1967-2017 »	2018/2, p. 307
<b>REIS Ferreira</b> , Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières – Rapport national du Portugal	2001/S, p. 299
<b>REISS Frédéric</b> , Discours de clôture de la Journée d'étude sur "Le code français de l'environnement" du 17 octobre 2001	2002/S, p. 90
<b>REMOND-GOUILLOUD Martine</b> , A propos du principe de précaution, in "La Charte constitutionnelle en débat"	2003/S, p. 69
<b>REMY Dominique</b> , Le juge administratif et la politique de l'environnement, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 133
<b>REMY Dominique</b> , Conclusions sur Tribunal administratif de Rennes, 9 septembre 2004, Eaux et rivières de Bretagne	2005/1, p. 67
<b>REMY Dominique</b> , Conclusions sur Tribunal administratif de Rennes, 25 octobre 2007, Associations "Halte aux marées vertes", "Sauvegarde du Trégor", "Eaux et rivières de Bretagne", "De la source à la mer"	2008/4, p. 420
<b>REMY Dominique</b> , Conclusions sur Tribunal administratif de Rennes, 11 septembre 2008, Association Eau et rivières de Bretagne, Fédération départementale des associations agréées pour la pêche et la protection du milieu aquatique d'Ille-et-Vilaine	2009/3, p. 338
<b>REY Jean-Louis</b> , Conclusions sur CAA Bordeaux, 17 juillet 2000 (2 espèces)	2001/2, p. 235

**RIBOT Catherine**

- Érosion et police administrative, *in* Dossier « Les aspects juridiques de l'érosion côtière » 2019/1, p. 15
- RIBOT Catherine**  
Évaluation environnementale et participations citoyennes, *in* Dossier  
« Éviter, réduire, compenser (ERC) : pour une gestion durable de la biodiversité » 2019/3, p. 535
- RICARD Gilles**, Conclusions sur Tribunal administratif de Cergy-Pontoise, 22 octobre 2013,  
Commune de Perthes 2014/1, p. 84
- RICHARD Vanessa**, Learning by doing. Les procédures de non-respect de la  
Convention d'Espoo et de son Protocole de Kiev 2011/3, p. 327
- RIOS RODRIGUEZ Jacobo**  
L'érosion côtière en droit international universel et régional,  
*in* Dossier « Les aspects juridiques de l'érosion côtière » 2019/1, p. 79
- RIOU Jean-Michel**, Conclusions sur Tribunal administratif de Pau, 27 mars 2008,  
Association SEPANSO Béarn 2008/4, p. 432
- RIOU Jean-Michel**  
Conclusions sur Cour administrative d'appel de Douai, 1<sup>ère</sup> chambre,  
15 octobre 2015, Ministère chargé de l'écologie c./  
Association "Écologie pour le Havre", n° 14DA02064 2016/2, p. 378
- RIOU Jean-Michel**  
Conclusions sur Cour administrative d'appel de Douai, 15 juin 2017,  
SAS JEFERCO, n° 17DA00506 2018/2, p. 196
- ROANY de Cécile**, Des principes de précaution. Analyse de critères communs et  
interprétation différenciée 2004/2, p. 143
- ROBIN Cécile**, La réparation des dommages causés par le naufrage de l'Erika : un nouvel échec  
dans l'application du principe pollueur-payeur 2003/1, p. 31
- ROCHE Catherine**, Après l'ERIKA: la prévention de la pollution des mers par le renforcement  
de la sécurité maritime (Erika I) 2002/3, p. 373
- ROCHE Catherine**, Le droit pénal, de l'eau douce à l'eau salée, *in* Le droit répressif,  
quelles perspectives pour le droit de l'environnement ? 2014/S, p. 157
- ROUIDI Hajer**  
La répression des atteintes à l'environnement entre droit positif  
et droit prospectif. À propos de l'avis consultatif du  
Tribunal international Monsanto du 18 avril 2017 2018/1, p. 13

<b>ROLLER Gerhard</b> , Développement récent du droit de l'environnement en Allemagne Tribunal administratif de Besançon, 1ère chambre, 25 février 2010, M. G., M. C. et Syndicat des propriétaires producteurs forestiers de Franche-Comté c/ préfet de Haute-Saône (Conclusions : PERNOT Alexis)	2011/1, p. 91 2011/14, p. 109
<b>ROMAGOUX Florent</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Bois et forêts	2010/2, p. 307
<b>ROMAGOUX Florent</b> , L'extension du contrôle du juge administratif sur les déboisements des forêts domaniales portant atteinte à la biodiversité	2010/3, p. 409
<b>ROMAGOUX Florent</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Bois et forêt	2011/2, p. 331
<b>ROMAGOUX Florent</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Bois et forêts	2012/3, p. 561
<b>ROMAGOUX Florent</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Bois et forêt	2013/3, p. 513 2013/4, p. 709
<b>ROMAGOUX Florent</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Bois et forêt	2014/4, p. 749
<b>ROMAGOUX Florent</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Bois et forêt	2015/4, p. 764
<b>ROMI Raphaël</b> , Codex alimentarius: de l'ambivalence à l'ambiguïté	2001/2, p. 201
<b>ROMI Raphaël</b> , Les principes du droit de l'environnement dans la "charte constitutionnelle"; jouer le jeu ou mettre les principes hors jeu, in "La Charte constitutionnelle en débat"	2003/S, p. 45
<b>ROMI Raphaël</b> , Réalité et limites du concept de juge-arbitre, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 111
<b>ROMI Raphaël</b> , Les limites de la décentralisation en matière d'environnement	2004/4, p. 377
<b>ROMI Raphaël</b> , La loi sur le développement des territoires ruraux : le droit de l'environnement saisi par le ruralisme ou le ruralisme saisi par le droit de l'environnement ?	2005/4, p. 405
<b>ROMI Raphaël</b> , Cohérence, compatibilité, opposabilité : teneur et portée de l'obligation créée par la charte des parcs naturels régionaux, in "Les parcs naturels régionaux et le droit"	2006/S, p. 57
<b>ROMI Raphaël</b> , Parcs nationaux fin ou renouveau d'un modèle juridique ?	2007/1, p. 37
<b>ROUSSEAU Sandrine</b> , La prise en compte des puits de carbone dans le cadre du protocole de Kyoto : un obstacle à l'application de la Convention sur la diversité biologique ?	2005/1, p. 19
<b>ROUSSELLE Serge</b> , Le droit des peuples autochtones et la protection de l'environnement au Canada, in "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives"	2007/S, p. 215
<b>ROUSSO Anny</b>	

Le principe de solidarité écologique ou l'irruption de la science dans le droit, <i>in</i> Dossier « Éviter, réduire, compenser (ERC) : pour une gestion durable de la biodiversité »	2019/3, p. 481
<b>ROY Daniel</b> , Pollution en mer par rejets illicites d'hydrocarbures des navires : trois arrêts de la cour d'appel de Rennes	2006/3, p. 265
<b>RUGGERI ABONNAT Elise</b> , Les vulnérabilités des petits Etats insulaires en développement, <i>in</i> « Rio+20 »	2012/4, p. 673
<b>RUIZ FABRI Hélène</b> , La prise en compte du principe de précaution par l'OMC	2000/S, p. 55
<b>SALUDEN Hervé</b> , Le juge administratif et l'application de la loi Littoral	2012/S, p. 167
<b>SANCY Mary</b> , Les trois niveaux de formation, <i>in</i> "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 143
<b>SANZ LARRUGA Francesco Javier</b> , Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières - Aspects juridiques de la gestion des zones côtières en Espagne	2001/S, p. 131
<b>SAUMON Gabrielle, TOUZOT Charlotte</b> , Rapport de synthèse, <i>in</i> Les dynamiques urbaines au prisme des sciences humaines	2015/S, p. 31
<b>SAUVE Jean-Marc</b> , Introduction, <i>in</i> "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 9
<b>SAUVE Jean-Marc</b> , Conclusions, <i>in</i> "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 155
<b>SAUVE Jean-Marc</b> , Conclusions, <i>in</i> "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 169
<b>SAVONITTO Florian</b> Vers une chambre du futur ?	2019/4, p. 725
<b>SAVOIE Henri</b> , Conclusions sur Conseil d'Etat (Section), 25 septembre 1998, Ministre de l'équipement c/ SCI de la Faucherie et autres	1999/1, p. 47
<b>SHELLEKENS Marie-Ange</b> L'Union européenne et les défis de l'Arctique : l'apport de la politique intégrée de l'UE pour l'Arctique, <i>in</i> Dossier « L'Océan au-delà des juridictions nationales : la dernière frontière ? »	2019/2, p. 291
<b>SHELLEKENS Pierre</b> Tribune libre : Retour sur la COP 24. L'Union européenne : vers la neutralité climatique	2019/1, p. 9
<b>SHELLENBERGER Thomas et SCHNEIDER Raphaël</b>	

Chronique - Droit des pollutions et des nuisances	2017/1, p. 143
<b>SHELLENBERGER Thomas, SCHNEIDER Raphaël</b> Chronique : Droit des pollutions et des nuisances	2018/1, p. 167
<b>SHELLENBERGER Thomas, SCHNEIDER Raphaël</b> Chronique : Droit des pollutions et des nuisances	2019/1, p. 175
<b>SCHMIT Laura</b> La dénaturation manifeste du statut de forêt de protection par le décret du 6 avril 2018	2018/3, p. 719
<b>SCHNEIDER Frédéric</b> , Le droit de l'Union européenne au défi de la sécurisation des activités pétrolières et gazières en mer	2014/2, p. 277
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Bois et forêts	1999/1, p. 124
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Mines et carrières	1999/1, p. 152
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées	1999/1, p. 127
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées	1999/4, p. 622
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Bois et forêts	1999/4, p. 617
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Mines et carrières	1999/4, p. 655
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées	2000/3, p. 482
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Note sous TA Strasbourg, 5 février 1998, Association Sauvegarde Environnement et ville de Haguenau c. Préfet du Bas-Rhin	2001/1, p. 92
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées	2001/1, p. 122
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Mines et carrières	2001/1, p. 148
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées	2001/4, p. 681
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées	2002/2, p. 219
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Mines et carrières	2002/2, p. 244
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées	2002/4, p. 661
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées	2003/2, p. 233

<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , L'urgence et la normalisation juridique des conséquences de l'explosion de l'usine AZF de Toulouse. Commentaire sous TA Toulouse, n° 02/1672, Mme Ardouin et a.; TA Toulouse, 10 juillet 2002, n° 02/1930, Mme Alonso et a.	2004/1, p. 54
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées	2004/3, p. 333
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Installations classées	2004/4, p. 463
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de jurisprudence administrative : Installations classées	2006/1, p. 87
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2006/2, p. 211
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2006/3, p. 337
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2006/4, p. 481
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2007/1, p. 95
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2007/3, p. 383
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de jurisprudence administrative : Installations classées	2007/4, p. 511
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2008/3, p. 359
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2008/4, p. 473
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2009/4, p. 493
<b>SCHNEIDER Raphaël, KIHN Nicolas</b> , Commentaire sous Tribunal administratif de Rennes 9 janvier 2003, Banque populaire de l'Ouest et a.	2005/3, p. 335
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2010/1, p. 155 et 2010/4, p. 741
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Mines et carrières	2010/2, p. 359
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2011/1, p. 163
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2011/2, p. 361
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2011/3, p. 429
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2011/4, p. 619
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2013/1, p.155 2013/2, p. 347 2013/4, p. 759
<b>SCHNEIDER Raphaël</b>	

Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2014/1, p. 165 et 2014/ 3, p. 567
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2015/1, p. 166 et 2015/3, p. 553
<b>SCHNEIDER Raphaël</b> Panorama de la jurisprudence administrative : Installations classées	2016/1, p. 170
<b>SCHRAGE Wiecher</b> , La Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement	1999/S, p. 5
<b>SEGUIN Denis</b> , Note sous TA Nantes, 17 juillet 2000	2001/1, p. 107
<b>SEGUIN Denis</b> , Note sous Tribunal administratif de Nantes, 20 avril 2004, M. Joseph Brebion et Mme Odile Charrier	2004/4, p. 447
<b>SEGUIN Denis</b> , Note sous Tribunal administratif de Nantes, 13 octobre 2005	2006/3, p. 305
<b>SELLES Magali</b> , Conclusions sur TA Montpellier, 12 décembre 2001, Société Salins d'Europe	2002/2, p. 201
<b>SEERDEN René J.G.H</b> , Recent and Future Developments in (the System of) Environmental Law in the Netherlands	2013/1, p. 49
<b>SENE Assaïtou</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Déchets	2013/4, p. 547
<b>SENE Assaïtou</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pêche	2013/4, p. 554
<b>SENE Assaïtou</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pollution	2013/4, p. 556
<b>SENOU Jean Innocent</b> La haute trahison liée à la gestion des ressources naturelles et du sous-sol au Niger	2016/2, p. 286
<b>SÉRALINI Gilles-Éric</b> Tribune libre : Pour certains hommes, la terre est plate...	2018/1, p. 9
<b>SERMET Laurent</b> , Le juge constitutionnel français, prisonnier volontaire de la procédure. Considérations sur les enjeux de la décision n° 2015-477, QPC du 31 juillet 2015, M. Jismy R. [incrimination de la création de nouveaux gallodromes]	2015/4, p. 719
<b>SINOUE Despina</b> Le droit répressif de l'environnement et l'alternative diplomatique ou <i>hard law vs. soft law</i> : le cas de l'Union européenne	2018/1, p. 71
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2000/4, p. 631

<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2000/2, p. 235
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2001/3, p. 489
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2002/1, p. 55
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2002/3, p. 473
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2003/3, p. 369
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2004/1, p. 67
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2004/2, p. 205
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2005/1, p. 77
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2005/2, p. 225
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2006/1, p. 57
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2006/3, p. 323
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2007/1, p. 71
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2007/3, p. 361
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2008/1, p. 65
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2008/3, p. 341
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2009/2, p. 245
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2009/3, p. 365
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2010/2, p. 331 et 2010/3, p. 513
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau (1ère partie)	2011/2, p. 345
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau (2ème partie)	2011/3, p. 411
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2012/1, p. 167 et 2012/2, p. 333
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2013/1, p. 119 2013/2, p. 313 2013/3, p. 529 2013/4, p. 725

<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2014/1, p. 123 et 2014/2, p. 341 2014/3, p. 547 2014/4, p. 770
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2015/3, p. 543
<b>SIRONNEAU Jacques</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Eau	2016/1, p. 153 et 2016/3, p. 610
<b>SKOURIS Vassilios</b> , Conclusions, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement"	2009/S, p. 161
<b>SMETS Henri</b> , Le principe pollueur-payeur dans le rapport de la Commission Coppens, in "La Charte constitutionnelle en débat"	2003/S, p. 71
<b>SMETS Henri</b> , Observations sur le droit à l'assainissement, comme droit de l'homme	2010/4, p. 769
<b>SMETS Henri</b> , Le droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement est finalement reconnu	2011/1, p. 79
<b>SOGNO Christian</b> , Conclusions sur TA Grenoble, 31 mars 2000, Société SLMC	2000/4, p. 626
<b>SOHNLE Jochen</b> , Le transport transalpin des marchandises par rail et par route : préoccupations écologiques et politique européenne des transports	2003/1, p. 5
<b>SOHNLE Jochen</b> , Le droit international de l'environnement : 2005-2009. Une toile d'araignée pour une grosse bête noire	2010/1, p. 75
<b>SOHNLE Jochen</b> , L'arrêt des usines de pâte à papier de la CIJ du 20 avril 2010 : un mode d'emploi pour violer des obligations procédurales sans peine	2010/4, p. 605
<b>SOHNLE Jochen</b> , La genèse du droit des aquifères transfrontières, un feuillet familial complexe (1 <sup>ère</sup> partie)	2012/2, p. 221
<b>SOHNLE Jochen</b> , La genèse du droit des aquifères transfrontières, un feuillet familial complexe (2 <sup>ème</sup> partie)	2012/3, p. 413
<b>SOHNLE Jochen</b> , L'autonomie locale environnementale selon le droit international, in "La clarification des compétences des collectivités territoriales en matière d'environnement"	2013/S, p. 187
<b>SOHNLE Jochen</b> , Le droit international de l'environnement : 2010-2014.... et le syndrome de la toile de Pénélope	2015/1, p. 100 et 2015/2, p. 343
<b>SOHNLE Jochen</b> Idées, idéalisme et idéologie(s) dans la doctrine du droit international de l'environnement, in La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 131

**SOHNLE Jochen**

Le droit international au défi de la mer et des mouvements :  
de la pertinence normative des flux et dynamiques, *in* Dossier  
« L'Océan au-delà des juridictions nationales : la dernière frontière ? » 2019/2, p. 243

**SOHNLE Jochen, LAVALLÉE Sophie, TRUDEAU Hélène**

Le droit international de l'environnement (01/2017-07/2019)  
ou ruser à la manière d'Ulysse 2019/4, p. 769

**SOMBETZKI-LENGAGNE Delphine**, La protection de l'environnement dans les terres australes  
et antarctiques françaises : le projet de création d'une réserve naturelle des terres australes 2003/3, p. 307

**SOMBETZKI-LENGAGNE Delphine**, Commentaire de la loi n° 2003-347 du 15 avril 2003  
relative à la protection de l'environnement en Antarctique 2003/4, p. 447

**SOUSSE Marcel**, L'encadrement de l'occupation des sols en zone littorale 2012/S, p. 75

**SOUSSE Marcel**

Faut-il adapter la loi Littoral face au phénomène d'érosion ?, *in* Dossier  
« Les aspects juridiques de l'érosion côtière » 2019/1, p. 45

**SOZZO Gonzalo**, Le droit à la participation citoyenne dans la gestion environnementale  
des risques, *in* « Rio+20 » 2012/4, p. 625

**SOZZO Gonzalo**, La régression des glaciers, *in* « Rio+20 » 2012/4, p. 657

**SOZZO Gonzalo**, Urgence humanitaire, *in* « Rio+20 » 2012/4, p. 679

**SOZZO Gonzalo**, Les catastrophes, *in* « Rio+20 » 2012/4, p. 681

**SOZZO Cosimo Gonzalo**

Vers un « État écologique de droit » ? Les modèles de *Buen vivir* et  
de *développement durable* des pays d'Amérique du Sud,  
*in* *Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 89

**STAFFOLANI Sandrine**, Le terrorisme écologique au regard des nouveaux droits de l'homme 2004/3, p. 269

**STAHL Jacques-Henri**, Conclusions sur Conseil d'Etat, 1er juillet 1998, Ministre de  
l'environnement c/ Association "Vivre en Tarentaise" 1999/2, p. 251

**STAHL Lucile**, Le Code de l'environnement de la Polynésie française 2006/1, p. 5

**STAHL Lucile**, La clarification des compétences institutionnelles en matière d'environnement  
dans les collectivités d'outre-mer et en Nouvelle-Calédonie, *in* "La clarification des compétences  
des collectivités territoriales en matière d'environnement" 2013/S, p. 147

- STAHL Lucile**, Droit de l'environnement Outre Mer 2013/4, p. 637
- STAHL Lucile**, Les requins dans l'onde du droit : Note sous TA de Saint-Denis, ordonnance du 23 août 2012, Association Sea Sherperd France et al. ; TA de Saint-Denis, ordonnance du 27 septembre 2012, Association Sea Sherperd France et al. 2013/1, p. 81
- STAHL Lucile**  
L'outre-mer et la loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages 2017/1, p. 95
- STEICHEN Pascale**, Evolution du droit à la qualité de la vie. De la protection de la santé à la protection du bien-être 2000/3, p. 361
- STEICHEN Pascale**, La proposition de directive du Parlement européen et du Conseil sur la responsabilité environnementale en vue de la prévention et de la réparation des dommages environnementaux 2003/2, p. 177
- STEICHEN Pascale**, Une interprétation extensive de la directive 2004/35/CE sur la responsabilité environnementale : note sous Cour de justice de l'Union européenne, 9 mars 2010, ERG e.a. c/ Ministero dello Sviluppo economico e.a., C-378/08, C-379/08et C-380/08 2010/3, p. 503
- STEICHEN Pascale**, La charte de l'environnement et les troubles anormaux de voisinage : note sous Conseil constitutionnel, décision n°2011-116 QPC du 8 avril 2011 2011/3, p. 393
- STEICHEN Pascale**, Sécurité sanitaire et développement durable 2013/4, p. 593
- STEICHEN Pascale**, Terres, sols et sécurité alimentaire 2013/4, p. 595
- STEICHEN Pascale**, Marche forcée vers la transparence pour le nucléaire. A propos de l'arrêt de la Cour de cassation du 26 novembre 2013, Société Auxiliaire du Tricastin 2014/1, p. 7
- STEICHEN Pascale**, EDF condamné pour faute inexcusable après le décès d'un salarié, note sous Tribunal des affaires de la sécurité sociale d'Orléans, 27 août 2013, n° 0123/2012 2014/4, p. 716
- STEICHEN Pascale**  
La compensation préalable des atteintes à la biodiversité dans le cadre des projets d'aménagement. Biodiversité protégée et biodiversité ordinaire : deux poids, deux mesures ? 2019/4 , p. 705
- STREBLER Jean-Philippe**, Publicités : interdiction et dérogations de recouvrir une baie 2008/3, p. 303
- STREBLER Jean-Philippe**, La police de l'affichage publicitaire, *in* Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ? 2014/S, p. 147
- STRUILLOU Jean-François**, Le contrôle du juge administratif sur les actes des commissions départementales de conciliation (Note sous CAA Nantes 14 octobre 1998) 1999/4, p. 608
- STRUILLOU Jean-François**, L'évolution du cadre légal des études d'impact, *in* "Le juge

administratif et l'environnement"	2004/S, p. 75
<b>STRUILLOU Jean-François, HUTEN Nicolas</b> Chronique - Démocratie environnementale	2017/1, p. 111
<b>STRUILLOU Jean-François, HUTEN Nicolas</b> Chronique : Démocratie environnementale	2018/1, p. 147
<b>SZONYI DANDACHI Amira</b> , La Convention sur la protection de l'environnement par le droit pénal	2003/3, p. 281
<b>TABARNOUST Driss</b> , La commission départementale de la liste d'aptitude aux fonctions de commissaire-enquêteur	1999/2, p. 209
<b>TABAU Anne-Sophie, COURNIL Christel</b> , Nouvelles perspectives pour la justice climatique (Cour du District de la Haye, 24 juin 2015, Fondation Urgenda contre Pays-Bas)	2015/4, p. 674
<b>TABAU Anne-Sophie</b> , Évaluation de l'Accord de Paris sur le climat à l'aune d'une norme globale de transparence, <i>in</i> Dossier COP 21	2016/1, p. 56
<b>TABAU Anne-Sophie</b> Les circulations entre l'Accord de Paris et les contentieux climatiques nationaux : quel contrôle de l'action climatique des pouvoirs publics d'un point de vue global ?, <i>in</i> « Après l'Accord de Paris, quels droits face au changement climatique ? »	2017/S, p. 231
<b>TANGUY Yann</b> , Du droit au littoral, du littoral au droit, <i>in</i> "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 31
<b>TANTY Loïc</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Évaluation des incidences	2016/1, p. 183 et 2016/4, p. 800
<b>TANTY Loïc</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Bien-être des animaux	2017/3, p. 601
<b>TANTY Loïc</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Évaluation des incidences	2017/1, p. 183 2017/2, p. 364 et 2017, p. 796
<b>TANTY Loïc</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Bien-être des animaux	2018/2, p. 203
<b>TANTY Loïc</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Évaluation environnementale	2018/4, p. 845
<b>TASSIN Jacques</b> , Les espèces invasives, <i>in</i> Dossier "Droit, mouvement et environnement,	

- considérations sur le déplacement en droit de l'environnement" 2016/3, p. 497
- TCHEUWA Jean-Claude**, Les préoccupations environnementales en droit positif camerounais 2006/1, p. 21
- TELES DA SILVA Solange**, La pollution atmosphérique dans la région amazonienne brésilienne : l'expérience de la législation brésilienne 2008/2, p. 191
- TELES DA SILVA Solange**, Regards croisés sur les méthodes de la doctrine environnementaliste au Brésil, *in* La doctrine en droit de l'environnement 2016/S, p. 240
- TE AHO Linda**  
La gouvernance des rivières en Nouvelle-Zélande : une solution élégante ?,  
*in* *Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 103
- TERZIC Elisabeth**, Les alternatives à l'exclusivité du système CLC FIPOL, *in* Dossier "La traduction du dommage écologique après la décision du TGI de Paris dans l'affaire Erika ou "La nature n'a pas de prix"" 2009/1, p. 5
- THEMEREAU Marie-Noëlle**, Discours d'ouverture, *in* "Le droit de l'environnement en Nouvelle-Calédonie. Etat des lieux et perspectives" 2007/S, p. 17
- THIBOUT Ariane**, La Responsabilité Sociétale des Entreprises : un système normatif hybride 2016/2, p. 215
- THIEFFRY Patrick**, La protection de l'environnement en Chine : un cadre juridique ambitieux à la mesure d'enjeux considérables ? 2006/4, p. 401
- THIRION Sophie**  
L'approche axée sur le cycle de vie dans la Convention de Minamata sur le mercure : une question de mise en oeuvre ? 2018/3, p. 529
- THOMÉ Nathalie**  
L'impact de l'érosion et de la submersion sur les délimitations maritimes,  
*in* Dossier « Les aspects juridiques de l'érosion côtière » 2019/1, p. 57
- TIETZMANN E SILVA José**, La politique nationale de mobilité urbaine au Brésil,  
*in* Les dynamiques urbaines au prisme des sciences humaines 2015/S, p. 81/S
- TORRE-SCHAUB Marta**, La doctrine environnementaliste : une dynamique au croisement du savoir scientifique et profane, *in* La doctrine en droit de l'environnement 2016/S, p. 218
- TORRE-SCHAUB Marta**  
Justice climatique : vers quelles responsabilités allons-nous ?,  
*in* *Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 131
- TORRE-SCHAUB Marta**

Le rapport du GIEC et la décision <i>Urgenda</i> ravivent la justice climatique	2019/2, p. 307
<b>TOURNIER Aurélie</b> , Les tribulations du droit des chartes : regards d'une juriste de parc, in "Les parcs naturels régionaux et le droit"	2006/S, p. 67
<b>TOUZEAU-MOUFLARD Line</b> Le rôle du juge dans l'évolution du droit des PNR, in « Dossier : Les PNR 1967-2017 »	2018/2, p. 262
<b>TOUZOT Charlotte</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Eau	2014/1, p. 185 et 2014/2, p. 384
<b>TOUZOT Charlotte</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Déchets	2014/1, p. 184 et 2014/2, p. 382 2014/4, p. 784
<b>TOUZOT Charlotte</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Déchets	2015/1, p. 182 et 2015/2, p. 379 2015/4, p. 781
<b>TOUZOT Charlotte</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE: Eau	2015/2, p. 381 et 2015/3, p. 564
<b>TOUZOT Charlotte</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pollutions industrielles	2015/3, p. 571
<b>TOUZOT Charlotte</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : REACH	2016/1, p. 186
<b>TOUZOT Charlotte</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Déchets	2016/2, p. 405 et 2016/4, p. 799
<b>TOUZOT Charlotte</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Déchets	2017/2, p. 363
<b>TOUZOT Charlotte</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Produits et substances chimiques	2017/2, p. 367
<b>TRAVERSA Sylvain</b> , Le risque "engin explosif historique" et le développement des parcs éoliens offshore dans la Manche et la mer du Nord	2015/1, p. 1
<b>TREBUCHET Pierre-Jean</b> , Energie électrique photovoltaïque : chronique d'un fiasco législatif à l'espagnole	2012/2, p. 319
<b>TREBULLE François-Guy</b> , Les titres environnementaux	2011/2, p. 203
<b>TREILLARD Aline</b>	

Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Energie-Climat	2014/1, p. 189 et 2014/2, p. 385
<b>TREILLARD Aline</b> Panorama de la jurisprudence la CJUE : Bien-être animal	2014/4, p. 783
<b>TREILLARD Aline</b> Panorama de la jurisprudence la CJUE : Evaluation des incidences	2014/4, p. 790
<b>TREILLARD Aline</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Evaluation des incidences	2015/3, p. 568
<b>TREILLARD Aline</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pollutions	2015/2, p. 382
<b>TREILLARD Aline</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Protection de la nature	2016/2, p. 406
<b>TREILLARD Aline</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Protection de la nature	2017/4, p. 797
<b>TREILLARD Aline</b> Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Protection de la nature	2018/1, p. 204
<b>TRUCHET Catherine</b> , Réintégrer le propriétaire privé dans l'environnement littoral, in "Discussion : Le conservatoire du littoral et le propriétaire privé"	2008/1, p. 39
<b>TRUCHET Didier</b> , Rapport de synthèse	2000/S, p. 119
<b>TRUILHE-MARENGO Eve</b> , Contractualisation, réglementation : quelle articulation entre les outils de gestion des sites Natura 2000 ?	2005/2, p. 131
<b>TRUILHE-MARENGO Eve</b> , L'OMC et les risques sanitaires : réflexions autour du rapport de l'organe d'appel dans l'affaire "Hormones II"	2010/2, p. 241
<b>TSHIDENDE WA MPINDA Willy</b> , Panorama de la jurisprudence : CJCE : Déchets	2010/1, p. 177, 2010/ 2, p. 375 et 2010/3, p. 569
<b>TSHIDENDE WA MPINDA Willy</b> , Panorama de la jurisprudence : CJCE : Eau	2010/1, p. 178
<b>TSHITENDE WA MPINDA Willy</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Déchets; Eau	2010/4, p. 763
<b>TSHIDENDE Willy</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Eau	2011/1, p. 177
<b>TSHITENDE Willy</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Eau	2011/3, p. 460
<b>TSHIDENDE Guillaume W.</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Déchets	2012/2, p. 389
<b>TSHITENDE Guillaume W.</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Eau-Déchets	2012/3, p. 579

<b>TSHITENDE Guillaume W.</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Eau	2012/4, p. 736
<b>TSHITENDE Guillaume W.</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Eau	2013/1, p. 178
<b>TSHITENDE Guillaume W.</b> , Panorama de la jurisprudence de la CJUE : Pollutions	2013/1, p. 179
<b>ULLMANN Gabriel</b> Le Conseil d'État, fossoyeur des droits des tiers et de l'environnement ?	2017/1, p. 47
<b>UNTERMAIER Jean</b> , Le parc amazonien de Guyane, huitième parc national français (décret n° 2007-266 du 27 février 2007)	2008/2, p. 135
<b>UNTERMAIER Jean</b> , Biodiversité et droit de la biodiversité, in "Biodiversité et évolution du droit de la protection de la nature : réflexion prospective"	2008/S, p. 21
<b>UNTERMAIER Jean</b> , La Charte de l'environnement face au droit administratif, in "La charte constitutionnelle de l'environnement en vigueur"	2005/S, p. 145
<b>UNTERMAIER Jean</b> , Conclusions générales, in Dossier "Droit, mouvement et environnement, considérations sur le déplacement en droit de l'environnement"	2016/3, p. 529
<b>UNTERMAIER Jean</b> , Une innovation durable : la protection de la faune et de la flore dans la loi du 10 juillet 1976, in Dossier De la protection de la nature à la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages	2016/4, p. 647
<b>VALADOU Patrice</b> , Espaces naturels et loi Littoral	2012/S, p. 117
<b>VAN DER ZWIEP K.</b> , Colloque sur l'aménagement et la gestion intégrée des zones côtières – The Integrated Coastal Zone Management in the Netherlands	2001/S, p. 287
<b>VAN LANG Agathe</b> , Les OGM : en avoir ou pas ?	2009/2, p. 181
<b>VAN LANG Agathe</b> , La loi Littoral et la protection des espaces naturels	2012/S, p. 105
<b>VAN LANG Agathe</b> , Droit répressif de l'environnement : perspectives en droit administratif ?, in Le droit répressif, quelles perspectives pour le droit de l'environnement ?	2014/S, p. 33
<b>VAN LANG Agathe</b> , La doctrine environnementaliste doit-elle inévitablement s'inscrire dans la <i>summa divisio</i> ?, in La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 58
<b>VANDERMEEREN Roland</b> , Introduction, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 7
<b>VANUXEM Sarah</b> Théorie du droit : La compensation écologique comme mécanisme de droit analogiste	2019/1, p. 115

- VARNEROT Valérie**, L'étrange pérennité du droit de propriété sur les eaux souterraines. A propos de la décision du TGI d'Angers en date du 12 juillet 2001 2002/2, p. 135
- VASSALO Laurent**, Enjeux et place de la santé, in « Rio+20 » 2012/4, p. 665
- VASSALLO Laurent**, L'adoption de la Convention de Minamata ou la longue marche vers un instrument international juridiquement contraignant sur le mercure 2013/2, p. 237
- VATIER Bernard**, Introduction, in "Le juge en Europe et le droit communautaire de l'environnement" 2009/S, p. 19
- VERGNERIE Marie-Léonie**,  
Contrôles, sanctions, surveillance et engagement volontaire,  
in Dossier « 40 ans après... Bilan et perspectives de la loi ICPE » 2018/3, p. 511
- VERLHAC Jérôme**, Panorama de la jurisprudence : CEDH 2010/1, p. 181 et  
2010/3, p. 377
- VERNIERS Gisèle**, WALPHY : un projet pilote de réhabilitation de cours d'eau 2011/S, p. 151
- VESLIN Serge**, Conclusions sur CAA Lyon, 21 décembre 1999, Ministre de l'environnement 2000/2, p. 206
- VESLIN Serge**, Conclusions sur CAA Lyon (Ass. plen.), 16 juillet 1999, Association Puy-de-Dôme Nature Environnement 2000/1, p. 90
- VIARD Claudine**, La croissance des nuisances routières : une source d'inégalités non reconnues 2003/3, p. 289
- VIDAL Olivier**, Commentaire de l'arrêt de la CJUE du 20 octobre 2011, affaire C-474/10, Department of the Environment for Northern Ireland c/ Seaport (NI) Ltd et autres 2012/2, p. 283
- VIÑUALES Jorge E.**  
Dans nos mains, in *Le bon usage de la Terre : Penser le droit dans une planète finie* 2018/S, p. 193
- WERNERT Guillain**  
L'autorisation environnementale, une simplification en trompe-l'œil  
du droit de l'environnement 2018/3, p. 585
- WIEDERKEHR Georges**, Conclusions, in Dossier "La traduction du dommage écologique après la décision du TGI de Paris dans l'affaire Erika ou "La nature n'a pas de prix"" 2009/1, p. 81
- WIERNASZ Jean-Michel**, Conclusions sur tribunal administratif de Nancy, 16 novembre 2004, Société GSM est 2005/2, p. 221
- WINISDOERFFER Yves**, L'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme du 29 avril 1999 et la loi Verdeille. Vers un droit à l'objection de conscience des propriétaires fonciers non

chasseurs ?	1999/3, p. 447
<b>WINISDOERFFER Yves</b> , La jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme et l'environnement	2003/2, p. 213
<b>WINISDOERFFER Yves</b> , Note sous CEDH, 22 mai 2003, affaire <i>Kyrtatos c/ Grèce</i>	2004/2, p. 176
<b>WINISDOERFFER Yves</b> , Note introductive sous Cour européenne des droits de l'homme, 27 mai 2004, <i>Vides Aizsardzibas Klubs c/ Lettonie</i> et Cour européenne des droits de l'homme, 15 février 2005, <i>Steel et Morris c/ Royaume-Uni</i>	2005/2, p. 163
<b>WINISDOERFFER Yves, DUNN Gérald</b> , Le manuel sur les droits de l'homme et l'environnement : ce que les Etats membres du Conseil de l'Europe retiennent de la jurisprudence "environnementaliste" de la Cour européenne des droits de l'homme	2007/4, p. 467
<b>WINTER Gerd</b> , L'ascension et la chute de l'utilisation de l'énergie nucléaire en Allemagne : les processus, les explications et le rôle du droit	2014/2, p. 231
<b>WOODSWORTH Simon</b> Intégration de la biodiversité dans les processus de planification territoriale en Région Occitanie, <i>in</i> Dossier « Éviter, réduire, compenser (ERC) : pour une gestion durable de la biodiversité »	2019/3, p. 531
<b>WORMSER Emmanuel</b> La mobilisation du droit l'UE, le contentieux FNE autour de l'indépendance de l'Autorité environnementale, <i>in</i> « 50 ans de contentieux de l'environnement – L'apport du mouvement associatif »	2019/S, p. 82
<b>YEZNIKIAN Olivier</b> , Conclusions sur CAA Douai, 25 octobre 2001, Association Opale Environnement	2002/4, p. 647
<b>YOLKA Philippe</b> <i>Dernier de cordée</i> . L'environnement dans la loi « Montagne 2 » du 28 décembre 2016	2017/2, p.233
<b>YOSHIDA Katsumi</b> , La cessation de l'illicite en droit japonais, <i>in</i> Dossier "Regards thématiques sur le droit comparé de l'environnement"	2015/2, p. 240
<b>ZAGREBELSKY M.</b> , Opinion en partie dissidente sous Cour européenne des droits de l'homme, 22 mai 2003, affaire <i>Kyrtatos c/ Grèce</i>	2004/2, p. 175
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative – Affichage publicitaire	2000/3, p. 471
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Affichage publicitaire	2001/3, p. 477
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Affichage publicitaire	2002/3, p. 467
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative- Affichage publicitaire	2003/3, p. 359

<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative - Affichage publicitaire	2004/3, p. 319
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Affichage publicitaire	2005/4, p. 437
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Affichage publicitaire	2006/4, p. 453
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de jurisprudence administrative : Affichage publicitaire	2007/4, p. 485
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Affichage publicitaire	2008/4, p. 447
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Affichage publicitaire	2009/4, p. 467
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Affichage publicitaire	2010/4, p. 713
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Affichage publicitaire	2011/4, p. 593
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Le régime de la publicité, des enseignes et des préenseignes depuis le décret n° 2012-118 du 30 janvier 2012 ou les contradictions du nouveau droit de l'affichage	2012/3, p. 487
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Affichage publicitaire	2013/1, p. 103
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Cadre de vie	2014/1, p. 107
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Affichage et cadre de vie	2015/1, p. 136
<b>ZAVOLI Philippe</b> , Panorama de la jurisprudence administrative : Cadre de vie	2016/3, p. 597
<b>ZAVOLI Philippe</b> Chronique : Cadre de vie	2017/1, p. 157
<b>ZAVOLI Philippe</b> Chronique : Cadre de vie	2018/1, p. 181
<b>ZAVOLI Philippe</b> Chronique : Cadre de vie	2019/1, p. 187
<b>ZEIMERT Jacques</b> , Regard associatif sur les études d'impact, in "Le juge administratif et l'environnement"	2004/S, p. 99
<b>ZHU Xiao, MENG Yunuo</b> , Chinese Environmental Law: Effects Of Academic Theory Viewed Through Three Decades Of Implementing The Rule Of Law, in La doctrine en droit de l'environnement	2016/S, p. 101
<b>ZIANI Aziza</b> , Droit et expérimentation animale en France	2006/4, p. 425

**ZOMA Lassané**

Perception et effectivité du droit de l'environnement : entre influence des niveaux de développement et nécessité de réduire les disparités

2019/2, p. 321

**Les étudiants du Master 2 Droit de l'environnement, Université de Limoges**

L'action associative en matière de QPC – Analyse des interventions de FNE,  
*in* « 50 ans de contentieux de l'environnement –  
L'apport du mouvement associatif »

2019/S, p. 27